



Le PDG de Sonatrach le confirme

Les multinationales attirées par le marché pétrolier algérien

La Sonatrach attire les multinationales pour l'investissement dans le secteur pétrolier algérien. Elles sont 14 compagnies pétrolières étrangères, qui ont sollicité Sonatrach pour un partenariat. Parmi les géants de l'industrie pétrolière, l'américain ExxonMobil dont les entrevues sont toujours en cours pour investir dans la pétrochimie.

Page 2

Affaire du jeune tué par des parkingueurs à Béjaïa

Cinq individus arrêtés

Page 24

Elle va mettre en place une fiche médicale informatisée

La CNAS intensifie la lutte contre la fraude

La Caisse nationale des Assurances sociales des Travailleurs salariés (CNAS) veut moderniser le fonctionnement de ses services. Ceci non seulement pour une meilleure prise en charge des malades mais aussi pour lutter contre la «fraude» en renforçant notamment les contrôles médicaux.

Page 3



Ligue I Mobilis (1^{ère} journée)

La JSS en péril à Tizi, l'ESS sur du velours

Page 18



2^o tour de la présidentielle au Mali

Deux candidats refusent de donner des consignes de vote

suffrages le 29 juillet, et l'ancien Premier ministre de transition Cheick Modibo Diarra (7,39% des suffrages exprimés ne feront partie du «large front démocratique» qui soutient la candidature de Soumaïla Cissé, pour battre au second tour Ibrahim Boubacar Keïta, dit «IBK», ont rapporté des médias maliens.

«Ni l'un ni l'autre ne correspond à notre idéal. Remplacer Ibrahim Boubacar Keïta par Soumaïla Cissé, ce n'est pas l'alternance, ce n'est pas le changement», a déclaré lors d'une conférence de presse Cheick Modibo Diarra, estimant qu'il ne s'agissait «ni plus, ni moins que d'un simple jeu de chaises musicales». M. Diallo a indiqué, de son côté, qu'il «ne

peux faire davantage que d'inviter les Maliens à penser à leur avenir», a-t-il dit devant la presse, les laissant «libres de leur choix».

Aliou Diallo a estimé également que «le scrutin du 29 juillet constitue la pire atteinte à la démocratie que nous ayons connue».

Cheick Modibo Diarra a soutenu, pour sa part, avoir pris acte du rejet mercredi par la cour constitutionnelle de la vingtaine de recours introduits par des candidats de l'opposition, dont ceux qu'il avait lui-même formulés contre des cas de «fraudes» dans certains bureaux de vote.

Page 6

Yémen

Au moins 29 enfants tués dans une attaque

Au moins 29 enfants ont été tués dans une attaque ayant frappé jeudi leur bus sur un marché dans le nord du Yémen, a annoncé le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), suscitant une vague de réprobations et une demande de l'ONU d'enquête «indépendante».

Page 9



Les candidats arrivés 3^{ème} et 4^{ème} lors du premier tour de la présidentielle au Mali, Aliou Diallo et Cheick Modibo Diarra, ont refusé jeudi de donner des consignes de vote pour le second tour, affirmant laisser la liberté à leurs électeurs de choisir entre le président sortant Ibrahim Boubacar Keïta ou le chef de file de l'opposition Soumaïla Cissé qui disputeront le deuxième tour prévu dimanche prochain. L'homme d'affaires Aliou Diallo, crédité de 8,03% des



Le PDG de Sonatrach le confirme

Les multinationales attirées par le marché pétrolier algérien

La Sonatrach attire les multinationales pour l'investissement dans le secteur pétrolier algérien. Elles sont 14 compagnies pétrolières étrangères, qui ont sollicité Sonatrach pour un partenariat. Parmi les géants de l'industrie pétrolière, l'américain ExxonMobil dont les entrevues sont toujours en cours pour investir dans la pétrochimie.



Par Karima Nacer

Les négociations seraient très avancées, selon les déclarations du P-DG de Sonatrach, Abdelmoumène Ould Kaddour, qui a affirmé que le géant américain a sollicité Sonatrach pour investir dans le domaine de la pétrochimie.

C'est ce qu'a affirmé hier, le Président directeur général (Pdg) de Sonatrach, lors de sa visite dans la wilaya de Bejaia. " Forte de son potentiel, la Sonatrach bénéficie de l'intérêt constant des compagnies étrangères qui ont exprimé la volonté de trouver des opportunités de projets en commun ", a déclaré Ould Kaddour qui cite l'américain ExxonMobil dont les négociations seraient très avancées pour investir dans le domaine de la pétrochimie. " Ils nous ont sollicité pour que nous présentons notre programme dans ce domaine ", s'est félicité de PDG qui estime toutefois, " c'est vrai que nous attirons ces entreprises, mais il faut qu'elles

nous aident aussi ", a insisté Ould Kaddour. Dans sa stratégie, le Groupe Sonatrach compte bien négocier le chemin à prendre à l'international et, dans l'intérêt des deux parties.

Pour rappel, une délégation représentant le géant américain ExxonMobil a fait le déplacement à Alger en Avril dernier pour rencontrer les responsables de Sonatrach.

Poursuivant sa présentation sur le développement du groupe, le PDG de Sonatrach a évoqué la loi sur les hydrocarbures, dont la révision, a-t-il soutenu, " est plus qu'une nécessité ". " Nous vivons une phase de transition économique mondiale, marquée par la persistance et la récurrence des crises et nous devons anticiper les choses au risque d'être dépassé ", a-t-il argumenté, ajoutant qu'une " nouvelle loi qui protégera nos intérêts, ceux du groupe et du pays, s'impose comme un impératif ".

Envoi du premier chargement de pétrole brut du port de Bejaia

Le P-DG de Sonatrach, a assisté hier, à l'envoi du premier chargement du pétrole brut, lors de sa visite dans la wilaya de Bejaia, dans le cadre du processing-échange pétrole brut contre l'équivalent en produits raffinés.

Le Tanker, stationné au large du port pétrolier de Bejaia, transporte à son bord deux millions de barils de pétrole brut dans le cadre de ce projet. Une quantité qui est en hausse selon les propos du même responsable. Cette quantité est destinée à être échangée contre des produits raffinés, essence et gasoil, dans le cadre du projet pétrole brut contre produits raffinés, a-t-on expliqué sur place. " C'est un programme lancé il y a 16 mois, qui permettra de réduire la facture d'importation de produits hydrocarbures raffinés, car, c'est une anomalie économique inacceptable d'importer pour des sommes fara-

Abdelmoumène Ould Kaddour.

L'Algérie souhaite le maintien des accords de 2016

Le Pdg de Sonatrach, a indiqué en outre, que l'Algérie souhaite le maintien de l'accord de décembre 2016 de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et non-Opep, lors de la réunion de septembre prochain à Alger. " Ce que nous souhaitons est que l'accord de 2016 soit maintenu ", a-t-il indiqué. Cependant, " ce qui se passe actuellement aura certainement avec, notamment, la conjoncture politique actuelle aux Etats-Unis et au Moyen-Orient, un impact sur la réunion que personne ne peut prévoir ", a-t-il nuancé. Pour rappel, l'accord, signé en décembre 2016 entre onze producteurs de pétrole non-Opep et 13 pays membres de l'Opep, prévoit une baisse de la production pétrolière de 1,8 million de barils par jour pour maintenir l'équilibre sur le marché mondial.

La stratégie SH 2030 placera Sonatrach au rang des grandes compagnies

Revenant à la stratégie de Sonatrach pour les années à suivre, Abdelmoumène Ould Kaddour, a fait savoir que la stratégie SH 2030 permettra au groupe pétrolier national de consolider sa place parmi les cinq grandes compagnies pétrolières mondiales. " Cette nouvelle stratégie permettra à Sonatrach de passer à un autre cap dans son développement ", a soutenu Ould Kaddour qui s'exprimait lors de la présentation de la stratégie de développement du groupe à l'horizon 2030 (SH 2030), au siège de l'unité de transport par canalisation de la Société de Transport des hydrocarbures (STH). Un saut réalisable, selon lui, grâce aux atouts dont dispose le groupe et à la capitalisation de ses potentialités humaines et le capital expérience acquis. Pour ce faire, ce saut, nécessite une réforme sérieuse des ressources humaines du groupe, ajoute-t-il.

À ce propos, il a indiqué que " fondamentalement, l'année 2019 sera pour le groupe celle de la mise en œuvre du processus de réformes des ressources humaines avec l'adoption d'une stratégie plus importante et plus élaborée pour mieux gérer les intérêts du groupe". Sonatrach procédera dans ce contexte, au lancement d'un programme de formation " 200 Top jeunes ", a fait savoir, Ould Kaddour. " C'est un programme limité dans le temps à six mois et qui est destiné à former des jeunes aux cultures managériales. Car, pour être maintenue, la rentabilité doit être accompagnée d'une nécessaire formation ", a-t-il expliqué.

Par ailleurs, il a indiqué que la société de gestion et d'exploitation des terminaux marins à hydrocarbures sera restructurée mais, " pas fermée ", rassurant ainsi les travailleurs quant au maintien de leurs postes de travail à STH, (entreprise de gestion et d'exploitation des terminaux marins à hydrocarbures) domiciliée au port de Bejaia.

Ainsi, il a apporté un démenti à la rumeur qui a enflé dans le milieu des travailleurs faisant état de la dissolution de leur entreprise. " Pourquoi fermer l'entreprise, alors que nous avons besoin de tout le monde pour sa restructuration ", a dit Ould Kaddour. La STH est une filiale de la compagnie nationale des hydrocarbures détenue à 60% par le Holding Société d'Investissements et de Participations (SIP), elle a pour mission la gestion et l'exploitation des terminaux marins à hydrocarbures situés aux ports d'Arzew de Bethioua, de Skikda dans l'ancien port et Béjaia. Cette entité sera donc, récupérée par Sonatrach entièrement néanmoins, elle subira des restructurations pour devenir une sous direction de la structure des transports hydrocarbures par canalisation (TPSP). **K.N.**

Prix du pétrole

Le Brent à 72,32 dollars à Londres

Les prix du pétrole se stabilisaient jeudi en cours d'échanges européens dans un marché hésitant, alors que les prix ont nettement reculé la veille en raison de craintes sur la demande mondiale.

Dans la matinée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en octobre valait 72,32 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 4 cents par rapport à la clôture de mercredi.

Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de "light sweet crude" (WTI) pour le contrat de septembre cédait 3 cents à 66,91

dollars.

"Depuis début juillet, le pétrole suit le même schéma: de légers gains sur plusieurs jours qui sont effacés en une correction marquée d'une séance", a décrit Olivier Jakob, analyste chez Petromatrix.

Ainsi, le Brent est tombé mercredi à 71,65 dollars, à son plus bas depuis trois semaines, tandis que le WTI a atteint 66,32 dollars, à son plus bas depuis un mois et demi.

En cause, une baisse hebdomadaire moins marquée que prévu des réserves américaines de brut, "ce qui peint le tableau d'une demande en berne", a commenté David Madden, analyste

chez CMC Markets, tandis que les importations chinoises de pétrole ont connu une croissance décevante.

"Les taxes que s'infligent les Etats-Unis et la Chine pourraient peser sur les importations chinoises de gaz et de pétrole dans le futur, puisque les Etats-Unis connaissent la croissance la plus marquée sur ces deux marchés", ont commenté les analystes de Barclays.

Le conflit commercial qui oppose les deux géants économiques participe à l'incertitude du marché du pétrole, qui craint de voir une partie de la demande mondiale s'évaporer.

K. B.

Elle va mettre en place une fiche médicale informatisée

La CNAS intensifie la lutte contre la fraude

La Caisse nationale des Assurances sociales des Travailleurs salariés (CNAS) veut moderniser le fonctionnement de ses services. Ceci non seulement pour une meilleure prise en charge des malades mais aussi pour lutter contre la " fraude " en renforçant notamment les contrôles médicaux.



prise en charge de leurs demandes de prestation. Le développement d'une solution technique de contrôle "on line" entre le pharmacien conventionné et le contrôle médical, la dispense de production des documents d'état civil pour le bénéfice des prestations et le contrôle médical à distance pour les zones enclavées et isolées du Sud, figurent également parmi les mesures de modernisation. D'autre part, M. Haddam a évoqué le dispositif de conventionnement conclu entre la CNAS et les officines, les cliniques d'hémodialyse et de chirurgie cardiaque, les transporteurs sanitaires, les médecins traitants et les opticiens lunetiers. Il a fait savoir que 3.449 médecins, dont 632 spécialistes, sont conventionnés avec la CNAS pour une facture globale de 5,5 milliards de dinars.

S.A.M.

Crise Arabie Saoudite-Canada L'Algérie appelle au respect de la souveraineté des pays

L'Algérie a exprimé, jeudi, sa préoccupation quant aux répercussions de la crise diplomatique entre l'Arabie Saoudite et le Canada, appelant au respect de la souveraineté des pays et à la non ingérence dans leurs affaires internes, a indiqué un communiqué du ministère des Affaires étrangères.

Le ministère des Affaires étrangères a affirmé que l'Algérie "suit avec préoccupation les répercussions de la crise que connaissent les relations entre le Royaume d'Arabie Saoudite frère et le Canada", a relevé la même source.

Face à cette situation, "l'Algérie appelle à la nécessité, pour les pays, de recourir dans leurs relations extérieures aux principes du droit international et de la Charte de l'ONU, notamment dans leur volet relatif au respect de la souveraineté des pays et la non ingérence dans leurs affaires internes", poursuit le communiqué du ministère.

Le ministère a salué, en cette occasion, les "profondes relations fraternelles unissant l'Algérie et le Royaume d'Arabie Saoudite frère".

T. M.

Par S. A. Mohamed

Un projet de mise en place d'une fiche médicale informatisée est en cours d'élaboration par la même caisse pour une meilleure prise en charge des assurés sociaux en termes de prestations, a indiqué son directeur général Hassen Tidjani Haddam. "Le développement d'une solution utilisant la fiche médicale informatisée est en cours d'élaboration par la CNAS pour assurer un contrôle médical en temps réel au niveau de la structure d'affiliation, afin de garantir une meilleure prise en charge des assurés sociaux et avoir une base de données unique sur l'ensemble des actes et des prescriptions", a affirmé M. Haddam dans un entretien à l'APS. Cette fiche médicale informatisée permettra également une "meilleure visibilité", notamment en matière de consommation de médicaments et d'autres prestations et, par conséquent, "une meilleure maîtrise des dépenses", a-t-il précisé. Le même responsable a rappelé les dispositifs de contrôle médical et administra-

tif entrepris par la CNAS, affirmant que le contrôle sera intensifié, automatisé et ciblant certaines professions "pourvoyeuses d'arrêts de travail" pour lutter contre les éventuels abus. Dans ce contexte, il a relevé qu'au titre du contrôle des arrêts de travail, les agents de la CNAS ont visité 90.234 assurés sociaux durant le premier semestre de 2018 dont 8,81% ont été sanctionnés contre 195.268 assurés visités dont 9,43% sanctionnés durant la même période de l'année 2017. Il s'agit, a-t-il expliqué, d'un contrôle administratif qui consiste à vérifier si l'assuré social, en arrêt de travail, respecte les obligations qui lui sont imposées par la législation et la réglementation en vigueur et ce, à travers des visites à domicile. En matière de remboursement des médicaments, il a fait savoir que la Caisse a traité 32,7 millions d'ordonnances au courant du 1er semestre 2018 contre 64,7 millions durant la même période de 2017. Sur un autre plan, M. Haddam a rappelé que la Caisse a mis en place un programme adapté à l'évolution technologique et à la modernisation des mécanismes de

gestion, à travers l'introduction de la carte Chifa qui constitue une réalisation "stratégique" sur la voie de l'amélioration de l'accessibilité aux soins. Le même responsable a relevé, dans ce sens, que depuis le lancement de l'opération, près de 14 millions de cartes Chifa ont été remises à leurs titulaires, alors que plus de 90.000 cartes ont été bloquées pour fraude, qualifiant ce chiffre d'"insignifiant" par rapport aux cartes délivrées et au nombre global de bénéficiaires du système de sécurité sociale, estimé à près de 39 millions d'assurés sociaux et ayants-droit. Il s'agit, a-t-il détaillé, des cartes bloquées à l'accès aux médicaments, suite aux "fraudes avérées", ajoutant qu'un travail de sensibilisation est effectué en direction des assurés sociaux et des ayants-droit sur la "bonne utilisation" de cette carte. Pour ce faire, des dispositions ont été prises pour une meilleure prestation de services, notamment la mise en place d'un "guichet unique" au niveau de toutes les structures, afin de garantir aux bénéficiaires de la couverture sociale l'accès à l'information et à la

Selon les déclarations de son président

Le mouvement El-Bina participera à l'élection présidentielle

Par Rachid Chihab

Les formations politiques s'expriment l'une après l'autre sur la prochaine élection présidentielle. Après le FLN, le RND, le TAJ et l'ANR qui ont appelé le président de la République à briguer un nouveau mandat, le tour vient au Mouvement El Bina d'annoncer sa participation à ce rendez-vous électoral.

En effet, son président Abdelkader Bengrina a rencontré, jeudi, le président du parti Talaia el Houriat, Ali Benflis, auquel il a présenté l'initiative de sa formation politique "L'Algérie pour tous" visant à "protéger le front interne, approfondir le dialogue et rechercher les mécanismes politiques à même d'assurer son suc-

cès".

Les responsables des deux partis ont convenu, dans ce cadre, de se "distinguer avec un discours fédérateur rejetant les diatribes et les diffamations, d'autant que la conjoncture exige de tout un chacun de travailler pour l'Algérie", a indiqué le communiqué du mouvement.

Le mouvement El-Bina, lancé en mai dernier, a également pour objectifs de "protéger le front interne, soutenir l'acquis démocratique et l'organisation de la vie partisane".

Pour sa part, le président du parti Talaia el Houriat, Ali Benflis a présenté son initiative qui se repose sur "l'organisation d'élections transparentes supervisées et organisées par une commission

indépendante et d'autres points déjà présentés à l'opinion publique nationale", a ajouté la même source.

M. Bengrina avait annoncé, mercredi, que son mouvement "ne boycottera pas la prochaine présidentielle et sera présent soit avec son propre candidat ou à travers une alliance avec un autre candidat, selon les conditions définies par le Conseil Consultatif qui tiendra sa session ordinaire en automne prochain, pour trancher définitivement cette question".

Le président du mouvement El Bina, Abdelkader Bengrina a annoncé, mercredi à Alger, que son parti participera à la prochaine élection présidentielle "Avec son propre candidat ou en soutenant le candidat du consensus".

Dans une déclaration à la presse à l'issue de sa rencontre avec le secrétaire général du parti de l'Alliance nationale républicaine (ANR), M. Bengrina a indiqué que son mouvement "ne boycottera pas la prochaine présidentielle et sera présent soit avec son propre candidat ou à travers une alliance avec un autre candidat, selon les conditions définies par le Conseil Consultatif qui tiendra sa session ordinaire en automne prochain, pour trancher définitivement cette question".

Evoquant l'initiative de son parti, le responsable a dit que parmi ses principaux objectifs, figurent "La préservation du front interne, la consolidation de l'unité nationale, le confortement de l'acquis démocratique, l'organisation

de la vie partisane, l'approfondissement du dialogue et la recherche des mécanismes politiques nécessaires à sa réussite", relevant "une grande convergence" des vues entre son parti et l'ANR, notamment en ce qui a trait au volet social et aux difficultés économiques marquant notre pays.

Pour sa part, M. Sahli a affirmé que son parti partageait avec le mouvement El Bina "plusieurs points relatifs à la préservation des acquis réalisés en matière de sécurité et de stabilité et à la nécessité de remédier aux insuffisances enregistrées dans plusieurs domaines", annonçant la création d'un comité de suivi commun à cet effet.

R.C.



Guerre de libération nationale

Le rôle de "La voix de l'Algérie libre et combattante" était "important"

"La voix de l'Algérie libre et combattante", radio qui émettait clandestinement durant la guerre de libération nationale, et son rôle "important" durant la guerre de libération nationale, ont été soulignés jeudi à Alger par des moudjahidine, témoins de l'époque coloniale.



Cette radio qui était notre seule source d'information sur la Révolution, était également un véritable outil d'encouragement et de mobilisation pour tous les Algériens engagés dans cette lutte pour l'indépendance du pays", a témoigné le moudjahid Boulahfa Khaled lors d'une rencontre d'enregistrement de témoignages de moudjahidines, organisée par le Musée national du Moudjahid et élargie à l'ensemble de ses structures au niveau local.

Il a ajouté que les Algériens "qui ont été surpris par des militaires français en train d'écouter

cette radio, ont vite fait d'abandonner la fréquence afin que l'ennemi ne puisse se rendre compte de l'existence de cette radio qui a fini, progressivement, par faire connaître la noble cause du peuple algérien".

Pour le même intervenant, cette radio était "un véritable stimulant pour les moudjahidines, ainsi que pour le reste de la population algérienne en mobilisant des troupes de l'Armée de libération nationale (ALN) et en mettant en échec la propagande coloniale", citant notamment les journalistes Aissa Messaoudi et Mohamed Bouzidi comme les voix les plus marquantes de ce

média. De son côté, le moudjahid Kadri Khodja Moustapha qui était dans la zone frontalière algéro-tunisienne, a souligné que "dans le contexte de guerre, il fallait donner de la voix à la Révolution algérienne et c'est la mission que cette radio a accomplie en diffusant des messages de confiance pour les Algériens, mais aussi en démentant la propagande française qui tentait de minimiser l'ampleur de la Révolution et son impact".

Pour sa part, le moudjahid Bouchicha Abderahmane a abondé dans le même sens, estimant que cette radio "constituait à la fois la voix de la Révolution et un

moyen pour démentir les mensonges et la propagande des autorités coloniales françaises".

Le 16 décembre 1956, la voix du commentateur politique Chikh Mimoune se fait entendre avec pour slogan : "Ici la radio de l'Algérie libre et combattante, la voix du Front de libération nationale et de l'Armée de libération nationale s'adresse à vous du cœur de l'Algérie". Le contenu de "La voix de l'Algérie libre et combattante" sera émis par la suite sur les ondes des radios des pays arabes, notamment le Maroc, la Tunisie, la Libye, l'Égypte, la Syrie et l'Irak.

H. M.

Hadj 2018

Opération d'acheminement de bonbonnes d'eau Zemzem vers les aéroports algériens

Une vaste opération d'acheminement de bonbonnes d'eau Zemzem a été lancée depuis l'aéroport international de Djeddah, le roi Abdelaziz (Arabie Saoudite), vers les aéroports d'Alger, Constantine, Oran, Ouargla et d'Annaba au profit des hadjis de la saison 2018.

L'opération, la première du genre, consiste à transférer à l'avance des bonbonnes d'eau Zemzem qui seront distribuées aux hadjis dès leur retour des Lieux Saints, selon les explications fournies mardi soir en marge du lancement de cette opération.

"Cette opération d'acheminement de bonbonnes d'eau Zemzem intervient en application des instructions du ministre des Affaires religieuses et des Wakfs en vue d'assurer le meilleur des services aux hadjis", a indiqué à l'APS le coordinateur admi-

nistratif et financier de la mission algérienne du hadj, Salah Bouterfa.

Il a ajouté que cette eau transférée à bord des avions de la Compagnie aérienne algérienne vers l'aéroport de Ouargla est "un cadeau" de l'Office national du hadj et de la Omra (ONHO) aux pèlerins, détaillant que "toutes les autorisations d'usage, imposées par les autorités saoudiennes ont été obtenues", en coordination avec les différents secteurs de la mission algérienne du Hadj, le Consulat général d'Algérie à Djeddah et les représentants de la Compagnie aérienne nationale Air Algérie et l'Office national du Hadj et de la Omra (ONHO).

La même source a souligné que cette initiative, qui s'inscrit dans le cadre des efforts de l'ONHO visant à améliorer l'organisation

et la gestion du pèlerinage, permettra également "d'accompagner et de rassurer les pèlerins algériens".

M. Bouterfa a indiqué que la première cargaison, acheminée vers l'aéroport de Ouargla, "totalise 3001 bonbonnes d'eau de Zemzem de 5 litres chacune", relevant que "des espaces de stockage ont été aménagés dans les aéroports algériens et des bureaux de distribution d'eau Zemzem ont été installés avec l'objectif d'entamer la distribution d'eau aux hadjis dès leur retour au pays". La même source a souligné que huit (8) vols sont programmés depuis l'aéroport international de Djeddah vers cinq (5) aéroports algériens pour transporter 38 178 bonbonnes d'eau Zemzem, soit au total 190 tonnes.

Reda A.

Manifestation "Les entretiens individuels" Affluence des nouveaux bacheliers

Une grande affluence de nouveaux bacheliers a marqué la manifestation "Les entretiens individuels", initiée par l'université des frères Mentouri à Constantine.

La manifestation, lancée mercredi à la bibliothèque centrale de l'établissement universitaire, constitue "la deuxième étape des préinscriptions universitaires des nouveaux bacheliers" pour la saison 2018/2019, après celle de l'insertion des choix, a indiqué à l'APS le

vice-recteur de l'université, Abdelmalik Bachkheznadji.

Il a également ajouté que cette phase d'examen individuel, qui concerne huit (8) filières entre autres les sciences de la nature et de la vie, les sciences et technologies permet de "confirmer ou infirmer le choix du bachelier".

Au cours de cette épreuve, encadrée par deux (2) enseignants dans chaque filière, les candidats sont interrogés "sur les connaissances de bases qui se rapportent à ces filières ainsi que leurs compétences dans les matières scientifiques", a fait savoir l'examinateur en génie mécanique, Miles Adel.

Un dispositif d'accueil et d'entretiens formé de personnels académiques et enseignants ainsi que d'administrateurs ont été mobilisés "pour assurer le déroulement dans de bonnes conditions de cette deuxième phase de préinscription", a affirmé M. Bachkheznadji.

Pour M. S, étudiante de la wilaya d'Oum El Bouaghi, l'entretien qu'elle a eu avec les académiciens et le test oral, "ont consolidé son choix d'opter pour un cursus universitaire en génie électronique".

La manifestation "Les entretiens individuels" se poursuit jusqu'au 12 août prochain, date de la fin du délai de la validation des choix, a-t-on conclu.

Bilal L.

Transport ferroviaire Suppression momentanée de certains voyages

La Société Nationale des Transports Ferroviaire (SNTF) a annoncé jeudi la suppression momentanée, du 10 au 16 août en cours, de certaines circulations dans le Centre, Est et Sud-Est du pays "en raison de l'indisponibilité en voitures à voyageurs".

Il s'agit des liaisons Alger-Constantine Aller et Retour (trains 1 et 2) ainsi que celles assurées par les trains "Bain de mer" pour ce qui est des circulations reliant Touggourt, Biskra et Ain Toudja à Skikda et reliant Constantine à Jijel, indique la SNTF dans un communiqué.

La société "s'excuse auprès de ses usagers pour tous les désagréments qui leurs auraient été occasionnés et les remercie pour leur fidélité" en les invitant à se rapprocher des guichets des gares concernées pour toute information complémentaire.

Reda A.

Tlemcen

Près de trois millions de quintaux de céréales récoltés

La présente campagne, qui se déroule dans de bonnes conditions, a enregistré la collecte au niveau des 23 points de la Coopérative locale des céréales et légumes secs (CCLS).



Près de trois millions de quintaux (qx) de céréales ont été récoltés dans la wilaya de Tlemcen durant l'actuelle campagne de moisson-battage qui tire à sa fin, a-t-on appris de la direction des Services agricoles (DSA).

La quantité de céréales récoltée, à une quinzaine de jours avant la fin de la campagne, s'élève à 2.802.420 qx, dont près de 900.000 qx de blé dur, plus de 400.000 qx de blé tendre et presque 1,5 million qx d'orge sur un total

de production prévisionnelle de l'ordre 2.817.741 qx, a indiqué Kamel Otmani, responsable au sein de la DSA.

La présente campagne, qui se déroule dans de bonnes conditions, a enregistré la collecte au niveau des 23 points de la Coopérative locale des céréales et légumes secs (CCLS), d'une quantité de céréales estimée à plus d'un million de quintaux sur une capacité globale de collecte de l'ordre de 1.948.400, selon la même source. Pas moins de 291 moissonneuses batteuses,

dont 23 provenant des wilayas limitrophes, ont été mobilisées pour cette campagne.

Par ailleurs, le responsable a souligné que la production de l'année en cours est nettement supérieure à celle de l'année précédente, qui avait enregistré une production de 1.873.700 quintaux. "Cela s'explique par les bonnes conditions climatiques cette année et la réduction sensible des incendies", a-t-il ajouté.

Sur ce dernier point, il a précisé qu'un dispositif spécial "lutte contre les

incendies" a été élaboré conjointement cette année par la DSA et la direction de la Protection civile. Des brigades de lutte contre les incendies ont été installées dans cinq zones couvrant toute la superficie emblavée à travers la wilaya, a-t-on fait savoir.

Ce dispositif a permis d'intervenir rapidement dans les zones où se déclarent des feux. Jusqu'à ce jour, 46.05 hectares ont été détruits par les feux contre 107 ha lors de l'année précédente, a-t-il indiqué.

H. L.

Formation professionnelle

Campagne d'information auprès des jeunes pour une insertion plus facile

Le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels mène une campagne d'information auprès des jeunes et de leurs parents sur les possibilités de formation qui leur sont offertes pour l'acquisition de diplômes et de métiers leur permettant une insertion plus facile dans la vie active, a-t-on appris jeudi auprès de ce ministère.

De larges franges de jeunes peuvent être concernés par cette campagne, notamment ceux qui veulent acquérir un métier pour accéder à un poste de travail ou ceux qui quittent prématurément le système scolaire classique et qui sont en moyenne au nombre de 500 000 jeunes, a-t-on précisé, relevant qu'il y a aussi ceux ayant échoué à l'examen du baccalauréat et qui veulent rester dans la

voie technique et professionnelle ainsi que ceux n'ayant niveau pas scolaire élevé et qui sont à la recherche d'une qualification.

En ce sens, le secteur de la Formation et de l'Enseignement professionnels "ne lésine pas sur les moyens humains et matériels nécessaires afin de répondre à la demande sociale de formation professionnelle", note le ministère, faisant savoir qu'en plus des 1 200 établissements de formations existants, "le gouvernement a donné son accord pour la création juridique et la budgétisation de 40 nouveaux établissements devant ouvrir leurs portes en septembre 2018, à savoir 13 instituts nationaux (INSFP), 24 centres (CFPA) et trois Instituts de l'enseignement professionnel".

Dans ce cadre, les directions de formation et d'enseignement professionnels au niveau des wilayas mènent, durant la période estivale, des campagnes de sensibilisation et de proximité auprès des jeunes en utilisant divers moyens et supports de communication.

Selon le ministère, cette campagne de communication porte sur plusieurs volets, notamment les conditions d'inscriptions aux différents diplômes et certificats qui peuvent être préparés, les filières et spécialités ouvertes et leur localisation, précisant que pour l'année 2018, il y aura l'édition d'une nouvelle nomenclature de 478 spécialités avec possibilité d'internat dans les établissements de formation.

L. T.

Filière pomme de terre Rencontre d'évaluation

Le secrétaire général du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la pêche, M. Kamel Chadi a présidé jeudi à Alger une rencontre d'évaluation du programme pomme de terre de saison et d'arrière saison, a indiqué vendredi un communiqué du ministère.

Cette rencontre a porté également sur les actions d'intervention pour la régulation du marché eu égard aux perturbations des prix que connaît le marché en cette période estivale de forte demande. Ainsi, M. Chadi a tenu à réitérer la disponibilité des pouvoirs publics à accompagner les acteurs de cette filière pour un meilleur encadrement de la profession pour mener des actions concrètes (production, stockage) afin d'atteindre les objectifs arrêtés en commun accord avec le ministère de l'Agriculture.

Aussi, il a exhorté les différents intervenants (DSA, Onilev, chambres d'agricultures) à renforcer la coordination et à démultiplier les sorties sur le terrain pour un meilleur encadrement de l'approvisionnement du marché national. Par ailleurs, il a passé en revue le programme d'arrière saison notamment pour assurer la disponibilité de la semence afin de garantir la réussite de ce programme pour lequel un dispositif de suivi régulier a été renforcé. Ont pris part à cette rencontre les directeurs des services agricoles des principales wilayas concernées par le programme ainsi que les représentants de l'interprofession.

Reda A.

Selon un rapport de l'OMC Le dynamisme du commerce mondial va continuer à s'affaiblir

L'expansion du commerce pourrait ralentir davantage au troisième trimestre 2018, selon le dernier Indicateur des Perspectives du commerce mondial (WTOI), publié jeudi par l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Le chiffre le plus récent du WTOI, à savoir 100,3, est inférieur à la valeur précédente, qui était de 101,8, et à peine supérieur à la valeur de référence de l'indice, qui est de 100,0 ce qui indique un relâchement de la croissance du commerce dans les prochains mois, dans la lignée des tendances à moyen terme.

Cette perte de dynamisme reflète la faiblesse des indices qui composent l'Indicateur, y compris les commandes à l'exportation et la production et les ventes d'automobiles, qui est peut-être due à la montée des tensions commerciales, a expliqué l'OMC dans son rapport.

L'indicateur WTOI a été lancé en juillet 2016, visant à fournir des renseignements "en temps réel" sur les tendances du commerce mondial.

Cet indicateur, mis à jour chaque trimestre, complète les outils existants tels que les prévisions du commerce à long terme de l'OMC ainsi que d'autres statistiques.

Un chiffre de 100 indique que la croissance du commerce suit les tendances récentes, un chiffre supérieur à 100 indique une croissance supérieure à la tendance et un chiffre inférieur à 100 indique une croissance inférieure à la tendance.

R. N.

France

Le secteur privé a créé 31.000 emplois salariés

Le secteur privé en France a enregistré un treizième trimestre consécutif de créations nettes d'emplois salariés, avec 31.000 nouveaux postes (+0,2%) au deuxième trimestre, essentiellement grâce au dynamisme des services, selon une estimation de l'Insee publiée vendredi.

Ce chiffre confirme toutefois un ralentissement de la progression de l'indicateur, dont c'est la plus faible progression depuis 2015. Sur un an, les entreprises ont créé 241.100 emplois salariés (+1,3%), pour atteindre un record de 19,41 millions de postes. D'avril à juin, les services marchands (+28.500, +0,2%) concentrent la quasi-totalité des créations d'emplois. L'intérim (+1.100, +0,1%), la construction (+4.100, +0,3%), l'agriculture (+200, +0,1%) et les services non marchands (+1.000, +0,0%) voient aussi leurs effectifs croître. L'intérim, malgré une hausse nettement moins forte que lors des trimestres précédents, atteint un nouveau record d'effectifs, avec 816.900 postes, tandis que la construction est bien orientée pour le sixième trimestre d'affilée, après huit années, entre fin 2008 et fin 2016, pendant lesquelles elle a perdu plus de 200.000 postes. Sur le trimestre, seule l'industrie (-3.800, -0,1%) a détruit des emplois. Les usines, qui ont détruit près d'un million d'emplois depuis début 2001, connaissent un début de reprise depuis un an, mais elle reste fragile. Sur un an, tous les secteurs d'activité sont bien orientés. L'emploi tertiaire marchand (+145.300, +1,3%), l'intérim (+54.600, +7,2%) et la construction (+23.200, +1,7%) sont particulièrement à la fête. Les créations sont moins fortes dans l'industrie (+3.800, +0,1%), l'agriculture (+3.500, +1,2%) et les services non marchands (+10.800, +0,4%).

K. T.

2e tour de la présidentielle au Mali

Deux candidats refusent de donner des consignes de vote

Les candidats arrivés 3ème et 4ème lors du premier tour de la présidentielle au Mali, Aliou Diallo et Cheick Modibo Diarra, ont refusé jeudi de donner des consignes de vote pour le second tour, affirmant laisser la liberté à leurs électeurs de choisir entre le président sortant Ibrahim Boubacar Keïta où le chef de file de l'opposition Soumaïla Cissé qui disputeront le deuxième tour prévu dimanche prochain.



L'homme d'affaires Aliou Diallo, crédité de 8,03% des suffrages le 29 juillet, et l'ancien Premier ministre de transition Cheick Modibo Diarra (7,39% des suffrages exprimés ne feront partie du "large front démocratique" qui soutient la candidature de Soumaïla Cissé, pour battre au second tour Ibrahim Boubacar Keïta, dit "IBK", ont rapporté des médias maliens.

"Ni l'un ni l'autre ne correspond à notre idéal. Remplacer Ibrahim Boubacar Keïta par Soumaïla Cissé, ce n'est pas l'alternance, ce n'est pas le changement", a déclaré lors d'une conférence de presse Cheick Modibo Diarra, estimant qu'il ne s'agissait "ni plus, ni moins que d'un simple jeu de chaises musicales". M. Diallo a indiqué, de son côté, qu'il "ne peut faire davantage que d'inviter les Maliens à penser à leur avenir",

a-t-il dit devant la presse, les laissant "libres de leur choix".

Aliou Diallo a estimé également que "le scrutin du 29 juillet constitue la pire atteinte à la démocratie que nous ayons connue".

Cheick Modibo Diarra a soutenu, pour sa part, avoir pris acte du rejet mercredi par la cour constitutionnelle de la vingtaine de recours introduits par des candidats de l'opposition, dont ceux qu'il avait lui-même formulés contre des cas de "fraudes" dans certains bureaux de vote. L'absence de consigne de vote de ces deux personnalités politiques maliennes est perçue, par des observateurs maliens, comme "une aubaine" décisive pour le président sortant, considéré comme le "grand favori pour emporter le second tour".

La Cour constitutionnelle malienne avait confirmé mercredi les résultats préliminaires du

1er tour de l'élection présidentielle du 29 juillet dernier remportée par le président sortant Ibrahim Boubacar Keïta (IBK), avec 41,71% des voix contre 17,78% des suffrages pour le chef de l'opposition, Soumaïla Cissé et qui seront opposés au second tour du scrutin prévu le 12 août prochain.

M. Keïta est arrivé largement en tête du premier tour de l'élection présidentielle, qui s'est tenu le 29 juillet, avec 41,70% des suffrages, a annoncé la présidente de la cour constitutionnelle, Manassa Danioko, en proclamant lors d'une audience retransmise à la télévision les résultats définitifs.

Il s'agit d'un score légèrement supérieur aux 41,42% qui lui avaient été attribués le 2 août dernier lors de l'annonce de résultats provisoires par le ministre de l'Administration territoriale, Mohamed Ag Erlaf.

Le chef de file de l'opposition Soumaïla Cissé, a vu, quant à lui, son score très légèrement revu à la baisse, puisqu'il a obtenu 17,8% des voix, selon le décompte définitif, contre 17,78% annoncés la semaine dernière par le ministre de l'Administration territoriale.

Mme Danioko a déclaré que les deux hommes seraient opposés lors du second tour dimanche 12 août.

La présidente de la plus haute juridiction du pays a également déclaré "irrecevables" la plupart des requêtes introduites par l'opposition pour dénoncer des "fraudes" dans certains bureaux.

La majorité de ces recours n'ont pas été déposées dans les délais ont été rejetés la Cour constitutionnelle. M. Keïta, retrouvera comme il y a cinq ans, au second tour Soumaïla Cissé.

H. M.

Suite à ses propos sur les élections

Le Parlement libyen réclame un changement de l'ambassadeur italien

La Chambre des Représentants (Parlement) de la Libye, basée dans l'est du pays, a exigé jeudi que l'Italie remplace son ambassadeur, suite à l'appel de ce représentant diplomatique à reporter les élections libyennes.

Dans un communiqué, la commission des affaires étrangères et de la coopération internationale du Parlement a appelé le ministre italien des Affaires étrangères à remplacer l'ambassadeur italien Giuseppe Perrone, qui demandait le report des élections libyennes prévues en décembre, qualifiant M. Perrone de "persona non grata en Libye".

La commission a rejeté vivement les déclarations de M. Perrone appelant à reporter les élections prochaines en Libye, selon le communiqué.

Elle a reproché à M. Perrone d'avoir "ignoré

les normes diplomatiques régissant son travail en tant que représentant de la République d'Italie en Libye".

Les actions de M. Perrone "auront un mauvais effet sur les relations italo-libyennes au niveau du gouvernement comme au niveau populaire" et "nuiront aux intérêts italiens en Libye en rappelant une époque coloniale de l'histoire que la Libye s'efforce d'oublier", indique ce communiqué.

Lors d'une interview auprès d'une chaîne télévisée locale plus tôt dans la semaine, l'ambassadeur italien en Libye, Giuseppe Perrone, a déclaré que l'organisation des élections en Libye avant la fin de cette année n'était pas possible car Rome n'y est pas favorable, suscitant du mécontentement et des manifestations dans certaines villes de Libye.

Le porte-parole du gouvernement libyen sou-

tenu par les Nations unies a déclaré mardi lors d'une conférence de presse à Tripoli, capitale du pays, que la date des prochaines élections présidentielle et législatives serait décidée exclusivement par les Libyens.

La France a accueilli en mai une réunion d'urgence sur la Libye avec la participation de différentes parties libyennes en vue de mettre fin à la crise politique dans ce pays. Les parties ont convenu d'organiser des élections présidentielle et législatives "crédibles" prévues pour le 10 décembre.

Malgré la signature d'un accord de paix par les parties politiques libyennes en décembre 2015, sous l'égide des Nations unies, la Libye reste politiquement divisée entre les gouvernements de l'est et de l'ouest du pays, chacun des deux revendiquant la légitimité.

T. R.

Lutte contre le terrorisme Coopération sécuritaire entre le Soudan, la Libye, le Tchad et le Niger

Le Soudan, la Libye, le Tchad et le Niger ont convenu jeudi d'améliorer leur coopération en matière de sécurité, en s'engageant à lutter ensemble contre le terrorisme et le crime organisé le long de leurs frontières, ont rapporté des médias locaux. La capitale soudanaise a abrité jeudi la troisième rencontre ministérielle portant sur l'amélioration de la coopération en matière de sécurité et de surveillance des frontières communes du Soudan, de la Libye, du Niger et du Tchad, ont ajouté les mêmes sources.

Le ministre soudanais des Affaires étrangères, Al-Dirdiri Mohamed Ahmed, a souligné durant son intervention inaugurale, qu'il était "crucial de relancer la création d'un centre d'opérations conjointes entre les quatre pays, afin d'échanger plus efficacement des informations".

"Le succès des forces soudanaises et tchadiennes dans la sécurisation de leur frontière commune donne un bon exemple de ce qu'un travail conjoint peut accomplir", a-t-il souligné.

Le ministre libyen des Affaires étrangères, Mohamed Taher Siala, a relevé, de son côté, "l'importance des efforts conjoints de la part des quatre pays pour faire face aux défis sécuritaires que représentent le terrorisme, le crime organisé et l'immigration clandestine".

Le ministre nigérien de la Défense, Kalla Mountari, a appelé, quant à lui, à accélérer la coordination entre les quatre pays pour mieux sécuriser leurs frontières.

"Les pays de la région sont confrontés à des défis qui ne pourront être relevés que grâce à une volonté commune, notamment par la création de mécanismes d'échange d'information en matière de sécurité des frontières", a-t-il estimé.

Le ministre tchadien des Affaires étrangères, Mahamat Zene Cherif, a déclaré, pour sa part, que "la coopération entre les quatre pays se poursuivrait jusqu'à ce que tous leurs objectifs aient été atteints".

Les quatre pays ont signé, en juin dernier à N'Djamena, la capitale du Tchad, un accord-cadre destiné à mieux contrôler et surveiller leurs frontières communes.

L'accord porte notamment sur la mise en place de patrouilles conjointes aux frontières, l'échange d'informations, la création d'un centre d'opérations conjointes, et la réalisation de plusieurs projets de développement le long de leurs frontières communes.

K. T.

Selon une étude

L'exercice physique bon contre la dépression

Une étude parue jeudi révèle que l'exercice physique paraît un bon moyen de réduire le risque de dépression, qu'il s'agisse de pratiquer un sport, de marcher ou même de faire le ménage.



Selon les auteurs, "tous les types d'exercice physique ont été associés à une amélioration de la santé mentale". Mais cette amélioration est la plus marquée avec "les sports collectifs, le cyclisme, l'aérobic et le sport en salle de musculation".

L'étude publiée dans The Lancet Psychiatry se fonde sur des questionnaires soumis à plus de 1,2 million d'adultes américains entre 2011 et 2015. Ces questionnaires dressaient une liste de 75 types d'activité physique, de la marche à la musculation, en passant par le jardinage, la pêche ou le yoga.

Les sondés devaient indiquer le nombre de fois par semaine ou par mois où ils s'adonnaient à cette

activité, et combien de temps en moyenne.

Une autre question était: "Si vous pensez à votre santé mentale, ce qui comprend le stress, la dépression et des problèmes émotionnels, combien de jours lors des 30 derniers n'a-t-elle pas été bonne?"

Résultat: "les personnes qui ont une activité physique font état de 1,5 jour de moins de mauvaise santé mentale par mois par rapport à celles qui n'ont pas d'activité", ont résumé les auteurs dans un communiqué.

Les sondés déclaraient en moyenne avoir environ 3 jours et demi de "mauvaise santé mentale" par mois.

La dose idéale d'exercice physique est de "45 minutes trois à cinq fois

par semaine". Au-delà, le bénéfice baisse. Et les sondés atteignant trois heures d'activité physique par jour déclaraient avoir une santé mentale moins bonne que ceux sans aucune activité physique.

Coordonnée par un chercheur en psychiatrie de l'université de Yale (Etats-Unis), Adam Chekroud, l'étude fait une observation statistique, sans établir de lien de cause à effet.

La relation entre exercice physique et réduction de la dépression ou du stress "pourrait aller dans les deux sens: par exemple l'inactivité pourrait être un symptôme et un facteur de mauvaise santé mentale, et l'activité pourrait être un signe de résilience ou y contribuer", selon les chercheurs.

R. H.

Accidents de la route

Poursuite de la campagne de sensibilisation

La campagne de sensibilisation aux accidents de la route, lancée en juillet dernier à Alger, par le groupement territorial de la Gendarmerie nationale, au profit des usagers de la route au niveau des différents "points de contrôle et barrages fixes", se poursuit dans le but de réduire les accidents de la circulation qui font chaque année des milliers de victimes, a affirmé, jeudi, le sous-lieutenant Ikram Benguitoun, présidente de la cellule de communication auprès du Groupement.

Dans une déclaration à l'APS, parallèlement au rapprochement des agents de la Gendarmerie nationale des conducteurs, au niveau d'un barrage fixe à Reghaïa, sur la route nationale N 61 reliant Alger à Boumerdes, le sous-lieutenant a souligné que cette campagne de sensibilisation "intervient au titre de l'initiative lancée du 25 juillet au 20 août par le commandement de la Gendarmerie nationale, sous le slogan "ensemble pour un été sans accidents". Dans le cadre des objectifs tracés par la

Gendarmerie nationale au titre de cette campagne, notamment la réduction des accidents de la route, à travers l'intensification de l'action préventive et la prise de mesures coercitives, les éléments de ce corps de sécurité veillent à sensibiliser les citoyens à l'importance de respecter le code de la route, en association avec tous les acteurs activant sur le terrain, à l'instar de la protection civile, la Direction des travaux publics et des transports et le mouvement des Scouts musulmans algériens (SMA), ajoute la responsable.

Dans le cadre des actions de sensibilisation, des dépliants et circulaires mettant notamment en garde contre les dangers liés à l'excès de vitesse et aux manoeuvres dangereuses sont distribués aux conducteurs au niveau de cet axe routier, à l'entrée Est de la capitale où le trafic routier est très dense, a déclaré à l'APS le capitaine Samir Belghit de la section territoriale de sécurité routière de Reghaïa.

Reda A.

Oran

Saisie de produits alimentaires impropres à la consommation

Plus de 10 tonnes de produits alimentaires impropres à la consommation ont été saisies durant le mois de juillet écoulé par les services de contrôle du commerce, a-t-on appris jeudi de la direction du Commerce de la wilaya d'Oran.

Ces produits alimentaires divers, d'une valeur totale de 8,3 millions DA, ont été saisis dans la wilaya lors d'opérations de contrôle des services de commerce durant le mois de juillet en raison des dangers avérés qu'ils représentaient pour la santé des consommateurs, a déclaré à l'APS, la cheffe de service protection du consommateur et répression des fraudes à la direction du Commerce, Malika Staali.

Une soixantaine de prélèvements de produits alimentaires aux fins d'analyse physico-chimiques et microbiologiques dont des crèmes glacées, de la pâtisserie, des boissons gazeuses, du thon et autres produits sensibles à la consommation, ont été effectués par les services de la protection du consommateur et répression des fraudes, dont 40 sont en cours d'analyse et 20 non conformes aux normes en vigueur régissant certaines activités, a relevé la responsable. Les services de contrôle de la qualité ont opéré égale-



ment durant ce mois de juillet une saisie de 3.184 unités (pièces détachées automobiles contrefaites d'origine chinoise d'une valeur de 1,5 millions DA), a-t-on ajouté.

Le bilan mensuel de la direction du Commerce de la wilaya d'Oran fait état de la fermeture de 6 commerces de produits alimentaires, a révélé Mme Staali, notant que les commer-

çants contrevenants ont été verbalisés par les services de contrôle de commerce avec propositions de fermeture et poursuites judiciaires. Pas moins de 3.614 interventions ont été effectuées durant cette période par les services de contrôle de la direction du Commerce de la wilaya d'Oran, a-t-on fait savoir.

Reda A.

Mila

Plus de 3700 actes de concession de terres agricoles délivrés

Au total, 3 749 actes de concession de terres agricoles relevant du domaine privé de l'Etat ont été délivrés à ce jour dans la wilaya de Mila, a indiqué jeudi à l'APS le directeur local de l'Office national des terres agricoles (ONTA), Abdelâali Belkasmi.

«Ces actes de concession ont été délivrés durant la période allant de 2011 à juillet dernier, pour une superficie de l'ordre de 64 000 hectares», a précisé M. Belkasmi, rappelant la loi n 10-03 du 15 août 2010 fixant les conditions et les modalités d'exploitation des terres agricoles du domaine privé de l'Etat, portant principalement sur la préservation des terres agricoles en tant que propriété pérenne de l'Etat et dont l'exploitation doit se faire sous le régime exclusif de la concession.

Il a ajouté que 80 autres dossiers pour concession «sont actuellement en phase d'étude» par le comité de wilaya composé de plusieurs secteurs, avant de signaler que tous les contrats seront délivrés «avant la fin de l'année 2018» aux bénéficiaires pour une exploitation sous le régime exclusif de la concession, d'une durée de 40 ans renouvelable, moyennant redevance versée au Trésor

public.

Concernant le transfert des contrats de concession aux héritiers, les services du même ONTA ont reçu 209 dossiers, dont 207 ont été transférés aux services des domaines, a fait savoir le même responsable, soulignant que ces services ont délivré 61 nouveaux contrats de concession pour les héritiers.

Dans le même contexte, M. Belkasmi a indiqué que les services de l'antenne locale de l'Office national des terres agricoles a reçu cinq dossiers relatifs à la renonciation au droit de concession aux ayants droit, conformément à la circulaire ministérielle régulant les procédures en usage en pareil cas.

Le directeur de wilaya de l'ONTA a indiqué qu'une commission de wilaya a été créée, conformément aux instructions du chef de l'exécutif local, visant à soutenir et aider l'investissement agricole, ajoutant que des sous-comités au niveau des daïras travaillent actuellement pour identifier les terrains agricoles pouvant être exploités dans le cadre de l'investissement.

H. T.

Tlemcen

Campagne de sensibilisation sur la fièvre aphteuse

La Caisse régionale de mutualité agricole (CRMA) de Tlemcen a lancé une campagne de sensibilisation sur la fièvre aphteuse au profit des éleveurs du bétail, a révélé jeudi son responsable.

La campagne animée par des cadres et des vétérinaires locaux de la Caisse ont ciblé des éleveurs de bétail assurés et non assurés pour leur fournir tous les conseils préventifs afin d'éviter des risques de propagation de la fièvre aphteuse aux bovins, ovins et caprins, a indiqué Dali Khadir.

Le responsable a souligné que durant cette campagne, deux sorties sont organisées chaque semaine à travers différentes communes de la wilaya pour tenir des rencontres avec des éleveurs et les sensibiliser sur l'hygiène au sein des étables, la vaccination, l'alimentation saine, l'utilisation de bâtiments pour l'élevage de bétail conformes aux normes, l'installation de bassins d'eau pour les assainir et autres méthodes de protection de cette ressource animale.

Cette opération, qui précède l'Aid El Adha, a permis d'inspecter des troupeaux de bétail par des vétérinaires pour confirmer qu'ils ne sont pas atteints de la fièvre aphteuse et prendre les mesures préventives en cas de détection d'un symptôme, à savoir l'isolement, l'abattage et aviser des services vétérinaires de la direction des Services agricoles.

M. Khadir a ajouté que cette campagne est une occasion pour sensibiliser des éleveurs non assurés sur l'importance d'assurer leur patrimoine animalier en leur accordant tous les avantages et facilités par la CRMA, dont des bonifications et le versement par facilité.

H. T.

Sidi Bel-Abbès

Concrétisation de projets de raccordement au réseau électrique

Pas moins de 29 projets de raccordement au réseau électrique ont été réalisés dans la wilaya de Sidi Bel-Abbès dans le cadre du programme d'investissement de l'exercice 2018, a-t-on appris jeudi auprès de la Direction locale de la Société de distribution de l'électricité et du gaz.

Ces projets représentent l'équivalent de 31 kilomètres du réseau de distribution avec quatre postes en vue d'assurer des prestations de qualité et pérennes durant l'été, a-t-on indiqué de même source, signalant que le montant global de ces investissements s'élève à 100 millions DA.

La Direction de Sonelgaz a programmé d'autres projets inscrits dans le cadre du développement du réseau électrique à long terme, notamment le transformateur de haute tension 30/60 kilovolts à Belarbi et un autre de 30/60 kilovolts à Benbadis.

En dépit de certaines pannes, cet été, dues à la nature du réseau objet de divers risques, aucune coupure de courant électrique majeure n'a été enregistrée et ce, grâce à l'intervention rapide des techniciens, a-t-on fait savoir.

La direction de la SDO de Sidi Bel Abbès a relevé, durant la première tranche de l'été 2018, une distribution satisfaisante de l'électricité sans perturbation ce qui s'est reflété positivement sur la qualité du service fourni au client, a-t-on souligné.

En raison de la hausse sensible de la température qu'a connue la wilaya de Sidi Bel-Abbès, des dispositions ont été prises par les services de la Direction pour cet été comportant notamment de nouveaux investissements et des sessions de maintenance du réseau électrique, a-t-on souligné.

H. M.

Publicité

CONFLITS

Yémen

Au moins 29 enfants tués dans une attaque

Au moins 29 enfants ont été tués dans une attaque ayant frappé jeudi leur bus sur un marché dans le nord du Yémen, a annoncé le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), suscitant une vague de réprobations et une demande de l'ONU d'enquête "indépendante".



Un hôpital de la province de Saada soutenu par le CICR "a reçu les corps de 29 enfants âgés de moins de 15 ans et 48 blessés, dont 30 enfants", a annoncé l'organisation sur son compte Twitter, sans donner de détails sur la nature de l'attaque ayant touché le marché de Dahyan. La coalition a reconnu avoir mené une frappe aérienne qui a touché un bus mais soutient que celui-ci ne transportait pas des enfants mais des "combattants Houthis", a déclaré à l'AFP son porte-parole, Turki al-Maliki. Sous commandement saoudien, la coalition a affirmé avoir mené une opération militaire "légitime" dans ce secteur rebelle. Un photographe collaborant avec l'AFP dans la province a vu des enfants blessés pris en charge dans un centre de secours, pour la plupart ensanglantés. L'un d'eux était perfusé, recouvert d'une couverture de survie, avec un large bandage à la tête. Le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres a appelé à une enquête "indépendante", tandis que Washington a demandé à la coalition dirigée par l'Arabie saoudite une investigation "approfondie". La région de

Saada est le fief des rebelles Houthis, combattus par la coalition dirigée par l'Arabie saoudite en soutien aux forces du président Abd Rabbo Mansour Hadi.

Un porte-parole du CICR dans la capitale Sanaa, également sous contrôle des Houthis, a averti que le bilan n'était pas définitif puisque les victimes ont été transportées dans des hôpitaux différents.

Les médias des rebelles Houthis ont pour leur part donné un bilan de 50 morts et 77 blessés, qui n'a pas pu être confirmé de source indépendante dans l'immédiat.

Cité par la chaîne de télévision rebelle Al-Massirah, un porte-parole du ministère de la Santé des Houthis a confirmé que le bilan était particulièrement lourd parce que l'attaque avait touché un marché fréquenté.

Selon l'ONG Save The Children, qui a condamné une "horrible attaque" et réclamé une enquête indépendante, les enfants ont été touchés alors qu'ils se trouvaient dans ce bus les ramenant à l'école après un pique-nique. "De nouveau, de nombreux enfants auraient été tués ou blessés lorsqu'un bus

scolaire a été attaqué dans le nord du Yémen. (...) Est-ce que le monde a vraiment besoin de voir davantage d'enfants innocents tués pour arrêter la guerre cruelle au Yémen?", a réagi le directeur du Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) pour le Moyen-Orient, Geert Cappelaere. La coalition a qualifié l'attaque qu'elle a menée d'"opération militaire légitime".

"L'attaque qui s'est produite aujourd'hui dans la province de Saada est une opération militaire légitime contre des éléments qui ont (...) tiré la nuit dernière un missile contre la ville (saoudienne) de Jizane, faisant un mort et des blessés parmi les civils", a indiqué la coalition dans un communiqué.

Cette dernière avait annoncé mercredi que la défense anti-aérienne saoudienne avait intercepté dans le sud du royaume un missile tiré par les rebelles Houthis dont les débris ont tué un Yéménite et blessé onze personnes. Sur Twitter, l'organisation Médecins sans frontières (MSF) s'est dite "profondément attristée" par l'attaque de jeudi, soulignant que cette zone --où elle fournit un soutien médical--

est inaccessible depuis un mois pour des raisons de sécurité.

"Les civils continuent de payer le prix le plus élevé après trois ans de guerre au Yémen, des milliers d'entre eux ont été tués, blessés ou amputés", a déploré l'ONG.

"Horrible attaque"

Il y a une semaine, la coalition avait nié avoir lancé des attaques qui ont fait, selon le CICR, 55 morts et 170 blessés à Hodeida, dans l'ouest du Yémen. Cette ville stratégique est contrôlée par les Houthis qui ont également attribué à la coalition la responsabilité de ces attaques. Mais celle-ci a démenti et accusé à son tour les rebelles de les avoir menées.

La coalition a été accusée à plusieurs reprises de bavures ayant coûté la vie à des centaines de civils. Elle a admis sa responsabilité dans certains raids ayant tué des civils mais accusé les Houthis de se mêler aux civils ou de les utiliser comme boucliers humains.

Un argument répété jeudi après avoir affirmé dans un premier temps avoir visé des responsables de tirs de missiles sur l'Arabie saoudite. "Cette opération a été menée dans le respect du droit humanitaire international", a-t-elle assuré, accusant les Houthis de recruter des enfants. Les rebelles Houthis, issus de la minorité zaïdite (une branche du chiisme) qui s'estime marginalisée dans un pays majoritairement sunnite, sont soutenus par l'Iran mais Téhéran conteste leur fournir un appui militaire. La guerre au Yémen a fait plus de 10.000 morts depuis le lancement de l'intervention de la coalition en mars 2015 et provoqué "la pire crise humanitaire" au monde, selon l'ONU.

AFP

Irak

Le nationaliste Moqtada Sadr remporte les législatives après recomptage

L'alliance du nationaliste Moqtada Sadr et des communistes a remporté les élections législatives irakiennes, après le recomptage manuel décidé en juin par la Cour suprême en raison de soupçons de fraude, a annoncé vendredi commission électorale.

Allié aux communistes, le bouillant dirigeant chiite a confirmé sa première place avec 54 sièges, lors du premier scrutin organisé après la victoire sur le groupe Etat Islamique (EI). L'EI avait fait trembler durant trois ans le pays en contrôlant un tiers du territoire et notamment Moussoul, la ville du nord, dont les jihadistes avaient fait leur capitale.

Ce recomptage décidé en raison des failles supposées dans le décompte électronique et les soupçons de manipulation n'a pas pas changé radicalement les résultats.

L'unique gain concerne l'Alliance de la Conquête, regroupement d'anciens combattants anti-jihadistes proches de l'Iran, qui a remporté un siège supplémentaire au détriment d'une liste locale à Bagdad. Elle maintient sa seconde position avec 48 sièges au lieu de 47, a précisé dans un communiqué la Commission composée de neuf juges.

Les six uniques changements sont intervenus parmi les candidats au sein des listes.

La liste du Premier ministre Haider al-Abadi reste en troisième position avec 42 sièges, suivie de celle du laïc Iyad Allawi, qui compte de nombreuses figures sunnites (21 sièges) et celle de la liste de Hikma du dignitaire chiite Ammar al-Hakim (19 sièges).

En raison du système électoral à la proportionnelle, aucune liste ne peut à elle seule obtenir la majorité absolue. Des alliances doivent donc se nouer pour obtenir la majorité des 329 sièges du nouveau Parlement.

La Cour suprême doit désormais proclamer les résultats définitifs, puis le président de la République sortant a quinze jours pour convoquer le nouveau Parlement, qui doit élire un nouveau chef de l'Etat. Ce dernier doit alors choisir un Premier ministre au sein de la coalition majoritaire.

AFP

Afghanistan

Bataille pour Ghazni, envahie par les talibans

Les talibans patrouillent vendredi les rues de Ghazni, chef-lieu de la province éponyme à deux heures de route au sud de Kaboul, dont la population était terrorisée par leur présence et la poursuite des combats.

Ghazni est la deuxième capitale provinciale à tomber en moins de trois mois aux mains des talibans, après Farah (ouest) le 15 mai, rapidement reprise par l'armée.

Selon les forces américaines qui ont conduit "des raids de soutien aux forces afghanes", "les combats ont cessé depuis 8H00" (3H30 GMT), mais le correspondant de l'AFP en ville continuait d'entendre des tirs d'armes automatiques plus de trois heures plus tard.

"On entend encore des tirs venant de plusieurs directions. Les

talibans vont et viennent en ville, ils sont des dizaines. Le bâtiment de la direction de la Reconstruction est en feu", avait également rapporté un commerçant, Asif Panahi, 31 ans, contacté par l'AFP vers 8H30 (4H00 GMT).

Selon le chef de la police locale, Farid Ahmad Marshal, "les combattants talibans ont lancé leur assaut hier (jeudi) vers 23H00 en attaquant les barrages de sécurité qui ceinturent la ville. Les combats se poursuivent avec les forces de sécurité" a-t-il indiqué à l'AFP.

"Ils ont avancé en ville et tiré plusieurs obus de mortier sur les habitations", a précisé le porte-parole du gouverneur provincial Arif Noori, évoquant plusieurs morts et blessés parmi les soldats et une "trentaine" parmi les insurgés.

"Il y a eu des attaques multiples

contre les sites gouvernementaux la nuit dernière mais les combats ont cessé vers 8H00. Les forces américaines ont riposté par un soutien aérien rapproché (avec des hélicoptères d'attaques) et mené des raids (depuis des drones)" a détaillé pour l'AFP leur porte-parole, le lieutenant-colonel Martin O'Donnell.

"Les forces afghanes gardent le contrôle au sol. Une nouvelle vaine tentative des talibans pour prendre du terrain et faire les gros titres", a-t-il ajouté.

Le porte-parole de la présidence, Shah Hussain Murtazawi, a affirmé que "les commandos des forces spéciales sont en route".

Le porte-parole des talibans Zabihullah Mujahid a expliqué dans un communiqué que "cette attaque s'inscrit dans le cadre de l'offensive de printemps" lancée

début mai: "Des centaines de moudjahidines équipés d'armes lourdes se sont emparés des checkpoints et postes de police de la ville".

Il ajoute que "140 membres des forces ennemies ont été tués et blessés mais (que) les pertes dans les rangs des moudjahidines sont faibles", assertion conforme aux habitudes exagérées du porte-parole.

Sur Facebook, "Yasan", un habitant de Ghazni raconte que "les talibans se servent des haut-parleurs de la mosquée pour dire aux gens de rester chez eux. On entend de fortes explosions et des tirs, on est terrifié".

"On ne peut pas sortir" a confirmé Mohammad Haleem, un autre commerçant de 49 ans, à l'AFP: "Les talibans sont partout, ils nous empêchent de sortir, nous crai-

gnons pour nos vies".

Depuis la chute de Kunduz, la capitale économique du nord tombée brièvement aux mains des talibans en octobre 2015 puis de nouveau en octobre 2016, les forces armées afghanes ont concentré leurs efforts autour des capitales provinciales.

L'entrée des insurgés dans Ghazni, proche de Kaboul, moins de trois mois après Farah qu'ils avaient tenue une journée avant d'en être chassés, intervient également deux mois après le cessez-le-feu de trois jours qu'ils avaient observé en accord avec l'armée.

Plusieurs informations de presse ont fait par ailleurs état de discussions engagées entre les talibans et des responsables américains au Qatar où les talibans disposent d'un "bureau politique".

AFP



Kabila se retire en RDC

Une première encourageante, mais la présidentielle est encore loin

La décision du président Joseph Kabila de respecter la Constitution en ne se représentant pas constitue une première encourageante dans l'histoire violente de la République démocratique du Congo, sans garantir un inédit "transfert pacifique" du pouvoir lors des élections du 23 décembre.



C'est l'analyse de la plupart des acteurs et observateurs du processus électoral en RDC. Le plus grand pays d'Afrique sub-saharienne (2,3 millions de km²) représente pour les grandes puissances (Etats-Unis, Chine, UE) une source d'approvisionnement en minerais (cobalt, coltan, cuivre) et le risque permanent d'une vaste zone d'instabilité au cœur du continent.

"Il s'est passé quelque chose. Lâcher le pouvoir, c'est prendre des risques en Afrique centrale. Au Cameroun, Paul Biya se représente à 85 ans après 36 ans de pouvoir", se félicite une source diplomatique à Kinshasa après le choix de M. Kabila de désigner un "dau-phin", son ex-ministre de l'Intérieur Emmanuel Ramazani Shadary.

"Les messages des pays africains ont été plus entendus que les sanctions européennes", selon cette source, qui salue le rôle du président de la Commission de l'Union africaine (UA), le Tchadien Moussa Faki Mahamat, du président angolais Joao Lourenço et du chef d'Etat sud-africain Cyril Ramaphosa, attendu à Kinshasa.

Le candidat de M. Kabila, M. Ramazani Shadary, est lui-même sous sanction de l'Union européenne (UE) depuis avril 2017 pour atteinte aux droits de l'homme. "On ne va pas en reparler. On est déjà assez content que Kabila ne se représente pas. Et on ne maintiendra pas des sanctions contre un président Ramazani Shadary élu dans des conditions correctes", avance cette source européenne.

"Le retrait de Kabila devrait évi-

ter la menace d'importantes sanctions américaines, qui auraient compliqué la tâche des entreprises occidentales dans le pays", ajoute la société d'évaluation des risques Verisk Maplecroft.

En RDC même, les pressions étaient fortes sur M. Kabila. Les catholiques avaient prévu de nouvelles mobilisations dès dimanche s'il annonçait qu'il représentait - ce que la Constitution lui interdisait.

Candidat idéal

La répression sanglante de leurs trois marches en début d'année - une quinzaine de morts - avait braqué l'influente conférence épiscopale contre M. Kabila. "Notre candidat est catholique pratiquant", a insisté le porte-parole du gouvernement en présentant

M. Ramazani Shadary. Les catholiques représentent 40% de quelque 80 millions de Congolais, généralement très pieux.

D'après son entourage, le choix de M. Kabila est aussi le résultat de concertations avec sa coalition présidentielle du Front commun pour le Congo (FCC). "Le président a estimé qu'il ne fallait pas prendre un militaire ni un Katangais", selon une source du palais.

"Sécurocrate" sans venir du cœur de l'appareil sécuritaire, originaire de la petite province du Maniema dans l'est swahilophone sans être du Katanga, M. Ramazani Shadary cochant les bonnes cases, en plus de sa fidélité, de son zèle et de sa loyauté qui lui ont valu de prendre en février la tête du parti présidentiel PPRD.

Des experts spéculent sur de possibles divisions au sein de la majorité présidentielle, au sein de laquelle M. Kabila devrait pourtant continuer à peser de tout son poids.

Le président congolais a brutalement hérité du pouvoir en 2001 à 29 ans à l'assassinat de son père et prédécesseur, avant de se faire élire deux fois en 2006 et 2011.

A 47 ans, il est encore le plus jeune chef d'Etat africain après 17 ans aux affaires. Il deviendra sénateur à vie s'il quitte le pouvoir selon la Constitution. Et sans doute aussi président du PPRD, selon une réforme des statuts du parti.

"Tirer les ficelles en coulisses"

Vote récemment, une loi sur le statut des anciens chefs de l'Etat élu ne concerne pour l'instant que lui-même, avec son lot d'amnistie et de privilèges.

Bref, le président Kabila "va très certainement continuer de tirer les ficelles en coulisses", selon Verisk Maplecroft.

Avec son retrait annoncé le jour même de la date-limite du dépôt des candidatures, le calendrier électoral continue de respecter au jour près toutes ses grandes étapes.

Dans le même temps, les polémiques enflent à l'approche du 23 décembre: machine à voter, contestation du fichier électoral, l'opposant Moïse Katumbi empêché de se présenter...

La RDC s'est par ailleurs engagée à financer seule ses élections - scrutin présidentiel et législatives - pour un coût de 500 millions de dollars, 10% du budget de l'Etat pour 2018.

"Il n'y a aucune garantie que les élections aient lieu et si elles ont lieu, qu'elles répondront aux critères minimum de crédibilité", avance Hans Hoebeke, analyste pour l'ONG Crisis group.

La présidentielle élections a déjà été reportée deux fois depuis la fin du deuxième et dernier mandat du président Kabila, le 20 décembre 2016.

AFP

Côte d'Ivoire

La coalition au pouvoir éclate

Après plusieurs mois de tensions croissantes, le Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI) a mis fin à son alliance avec le parti du président Alassane Ouattara, faisant éclater la coalition au pouvoir depuis 2010.

Cette rupture marque une recomposition du paysage politique ivoirien, déjà en pleine effervescence avec l'amnistie et la libération mercredi de Simone Gbagbo et des principaux responsables du Front populaire ivoirien (FPI, opposition), le troisième grand parti du pays.

D'ailleurs, certains analystes estiment que, sachant que le PDCI allait faire éclater la coalition au pouvoir, Ouattara a libéré Simone Gbagbo dans le but d'accentuer la division au sein de l'opposition dans la perspective des élections à venir.

C'est par un communiqué signé du président du PDCI Henri Konan Bédié, que la rupture a été officialisée, à deux mois des élections locales, et à deux ans de la présidentielle. Ce communiqué a été diffusé jeudi matin, après une rencontre mercredi

soir entre MM. Bédié et Ouattara.

Le PDCI "se retire du processus de mise en place d'un Parti unifié dénommé RHDP" (Rassemblement des houpouëtistes pour la démocratie et la paix) et "présentera des candidats pour les élections municipales et régionales sous (sa) bannière", selon son communiqué.

Le parti unifié RHDP, créé par le président Ouattara à la mi-juillet, visait à unir sa propre formation, le Rassemblement des Républicains (RDR) et le PDCI, qui aurait été quasi-imbattable aux prochaines élections.

Mais c'est finalement ce projet d'union qui aura provoqué la rupture de la coalition électorale formée par Le PDCI et le RDR depuis 2005, qui avait permis l'élection de Ouattara à la présidence en 2010 puis sa réélection en 2015.

Pour rejoindre le RHDP, le PDCI exigeait un retour d'ascenseur : que le parti unifié présente un candidat unique issu des rangs du PDCI à la prochaine présidentielle. Exigence refusée par Alassane

Ouattara, qui a en retour multiplié les pressions sur le PDCI, maniant carotte et bâton.

Une dizaine de hauts cadres et d'élus du PDCI qui se sont déclarés publiquement favorables au RHDP ont été récompensés par des portefeuilles de ministre dans le nouveau gouvernement formé début juillet, tandis que les réfractaires ont subi des mesures de rétorsion. Dernier exemple en date : la révocation pour malversations par le gouvernement du maire de la commune lucrative du Plateau, quartier des affaires du Abidjan, Noël Akossi Bendjo, un cacique du PDCI et proche de Bédié.

"Le RDR, en créant le parti unifié dit RHDP a de facto rompu l'alliance", a commenté pour l'AFP N'Goran Djédri, directeur de l'administration et du personnel du PDCI. "On ne se sent plus désormais concernés par les activités de l'alliance RHDP".

Selon un responsable du PDCI s'exprimant sous couvert d'anonymat, Henri Konan Bédié va maintenant "recevoir individuellement les ministres et présidents d'institution" écartés au PDCI "afin que chacun

se détermine sur son appartenance ou non au RHDP".

Plusieurs responsables du PDCI ont déjà été exclus fin juillet, dont le ministre des Ressources animales et halieutiques Kobenan Kouassi Adjoumani, qui avait lancé une fronde au sein du parti en créant un courant pro-RHDP quelques semaines plus tôt.

Conséquence de cette rupture, le PDCI envisage une nouvelle alliance électorale.

Le parti "se réserve le droit de promouvoir une plate-forme de collaboration avec les Ivoiriens qui partagent sa vision d'une Côte réconciliée et soucieuse des droits, des libertés et du bien-être de ses populations", selon son communiqué.

Les élections municipales et régionales sont prévues le 13 octobre, la présidentielle en 2020.

Le PDCI a annoncé par ailleurs que la Commission électorale indépendante, dont la composition fait polémique depuis plusieurs années, serait réformée avant les élections locales.

AFP

Ghana

Le président remanie son gouvernement

Le président du Ghana, Nana Akufo-Addo, a remanié jeudi son gouvernement, annonçant plusieurs remplacements, dont celui du ministre de l'Energie.

Selon un communiqué de la présidence, le ministre des Terres et des Ressources naturelles John Peter Amewu devient ministre de l'Energie, tandis que

Kwaku Asomah-Cheremeh prend sa place à la tête du ministère des Terres et des Ressources naturelles.

M. Amewu remplace ainsi Boakye Agyarko, qui a été limogé lundi par le président suite à une controverse sur la renégociation d'un accord d'alimentation en électricité passé entre le Ghana et le consortium AMERI

Ressources.

Mustapha Abdul-Hamid est remplacé par son adjoint Kojo Oppong-Nkrumah à la tête du ministère de l'Information ; il devient lui-même ministre du Développement du centre-ville et des quartiers Zongos, tandis que l'ancien ministre qui dirigeait ce ministère, Boniface Abubakar Sadique, est nommé ministre

d'Etat au sein du cabinet du vice-président.

Cynthia Morrison, élue parlementaire pour la circonscription d'Agona West, est nommée ministre de l'Egalité des sexes, des Enfants et de la Protection sociale. Afisa Otiko Djaba, qui occupait ce poste, est quant à elle nommée ambassadrice du Ghana en Italie.

Le ministre de l'Hygiène publique et des Ressources en eau, Joseph Kofi

Adda, échange de place avec Cecilia Abena Dapaah, ministre de l'Aviation. Au total, 15 changements ont été annoncés, avec plusieurs nominations de niveau provincial et la nomination de plusieurs vice-ministres.

Reda A.

Le premier débat présidentiel montre un Brésil divisé, Lula grand absent

Le premier débat télévisé de l'élection présidentielle d'octobre au Brésil s'est tenu jeudi soir, sans Lula, grand favori des sondages, en prison depuis avril et dont la candidature a de grandes chances d'être invalidée, montrant un pays profondément divisé.

L'absence au débat de l'ex-président Luiz Inacio Lula da Silva (2003-2010), qui purge une peine de 12 ans et un mois de réclusion pour corruption et blanchiment d'argent, est un des nombreux paradoxes de ce scrutin très polarisé, le plus incertain de l'histoire récente du pays.

Au total, 13 candidats ont été désignés officiellement par leurs partis lors des conventions qui ont eu lieu jusqu'à la fin de semaine dernière. Mais seuls huit d'entre ont participé à ce débat télévisé de plus de 3 heures, jeudi à Sao Paulo, dont les quatre poids-lourds, hormis Lula: Jair Bolsonaro (extrême-droite), deuxième dans les enquêtes d'opinion, Geraldo Alckmin (centre droit), Marina Silva (écologiste) et Ciro Gomes (gauche).

Quatre des 13 prétendants ont été exclus car trop peu représentatifs.

Parmi les plus scrutés, M. Bolsonaro, ancien capitaine de l'armée et nostalgique de la dictature militaire, est apparu moins à l'aise en direct à la télévision que devant ses foules de supporters ou sur les réseaux sociaux. Interrogé sur sa réponse aux viols et aux violences faites aux femmes, en hausse au Brésil, il a répété sa proposition controversée de «castration chimique volontaire» des criminels.

«Je pense que cela permettrait de prévenir ce problème», a-t-il déclaré. Celui que l'on compare souvent à Donald Trump a aussi défendu le port d'arme et la création d'«écoles militaires».

Guilherme Boulos, de la formation de gauche du Parti Socialisme et Liberté (Psol),



a vivement interpellé le candidat d'extrême-droite: «Le Brésil sait que vous êtes raciste, macho et homophobe», avant de l'accuser de corruption.

M. Alckmin, qui cherche apparaître tout en maîtrise et pro-marchés, a souligné le besoin de réformes permettant à l'économie de «croître fortement».

Mais Mme Silva a semblé marquer un point en répondant à l'adresse de l'«establishment», dont le PSDB d'Alckmin et de l'ex-président Fernando Henrique Cardoso (1995-2002): «Ceux qui ont créé les problèmes ne vont pas les résoudre».

45% des Brésiliens «pessimistes»

Lula, est resté le grand absent. Il voulait participer par visioconférence, mais une juge a rejeté sa demande. Pas de chaise vide sur le plateau pour matérialiser son absence, comme le demandait sa formation, le Parti des Travailleurs (PT).

Cette décision de la juge «viole les droits du peuple brésilien (...) Cela s'appelle de la censure», a écrit l'ancien chef de l'Etat dans

une lettre à la chaîne publiée sur les réseaux sociaux.

En conséquence, le PT a organisé un débat parallèle plus modeste avec Fernando Haddad, la présidente du PT Gleisi Hoffmann et de la dirigeante du Parti communiste du Brésil (PCdoB) Manuela D'Avila, diffusé via les réseaux sociaux à la même heure que l'émission officielle.

L'audience de ce premier débat télévisé présidentiel, qui a commencé assez tard (vers 22h00 heures locales, soit 01H00 GMT) sur Bandeirantes, chaîne à l'audience bien moindre que le géant TV Globo, devait permettre de mesurer si les enjeux du scrutin parviennent à réveiller l'enthousiasme des électeurs.

La chanteuse Anitta, vedette de la pop funk brésilienne et très suivie sur les réseaux sociaux, a essayé de mobiliser ses fans en écrivant sur Twitter: «On regarde pour ne plus avoir de doutes?».

Exaspérés par les scandales de corruption à répétition, de nombreux Brésiliens sont lassés de la politique: selon deux son-

dages récents, 33% à 41% sont indécis ou penseraient à s'abstenir.

Et une autre enquête d'opinion montre que 45% des Brésiliens se disent «pessimistes ou très pessimistes» quant aux élections.

Pour le professeur de Relations internationales Matias Spektor, de la Fondation Getulio Vargas, «contrairement à d'autres pays, nous n'avons pas vu surgir de nouveaux leaders qui pourraient surfer sur cette vague de mécontentement populaire».

«Le système politique brésilien continue de susciter beaucoup de frustration», ajoute-t-il. Une loi brésilienne intitulée «Ficha limpa» (casier vierge, en portugais) stipule que toute personne condamnée en appel, ce qui est le cas de Lula, devient de fait inéligible. Mais le PT a l'intention de présenter tous les recours possibles pour tenter de renverser la vapeur. S'il n'y parvient pas, Fernando Haddad sera probablement introduit à sa place.

AFP

Venezuela

Le Parlement demande le soutien de la communauté internationale

Le Parlement vénézuélien, seule institution tenue par l'opposition au président Nicolas Maduro, a demandé jeudi le soutien de la communauté internationale en ne reconnaissant pas le mandat d'arrêt délivré par la Cour suprême à l'encontre du leader d'opposition Julio Borges, exilé en Colombie.

Dans une déclaration, le Parlement a affirmé que la mesure contre M. Borges «est de nature politique et ne devrait pas être reconvenue par un tribunal étranger».

La Cour suprême vénézuélienne a ordonné mercredi «l'arrestation immédiate» de l'ex-président du Parlement pour tentative de meurtre à l'encontre de Nicolas Maduro et lancé la procédure pour le juger.

La Cour s'est aussi déclaré favorable à des «poursuites» contre le député Juan Requesens, 29 ans, qui a milité avec Julio Borges dans le parti d'opposition Primero Justicia (la Justice d'abord). Il a été arrêté mardi. Le Parlement a réclamé sa «libération immédiate».

L'attaque à l'aide de drones chargés d'explosif samedi lors d'un défilé militaire à Caracas avait pour but, selon le gouvernement, d'attenter à la vie du chef de l'Etat.

Selon le procureur, 19 personnes au total sont «directement liées» à cet «attentat» qui, selon le gouvernement, a été organisé à partir

d'une ferme à Chinacota, en Colombie, par des personnes qui ont reçu 50 millions de dollars. Le procureur a notamment cité deux «financiers» supposés de l'attaque, Rayder Ruso Marquez et un colonel à la retraite, Oswaldo Valentin Garcia, actuellement en Colombie, ainsi qu'une troisième personne, Osman Delgado Tabosky, dont il a demandé l'extradition auprès des Etats-Unis.

«Farce» et «kidnapping»

Dès samedi, Nicolas Maduro a accusé l'opposition vénézuélienne et l'ex-président colombien Juan Manuel Santos d'être derrière cette attaque avec des fonds provenant des Etats-Unis.

Bogota et Washington ont nié toute implication et l'opposition crie au montage.

L'Union européenne a réclamé jeudi une «enquête exhaustive et transparente (...) pour établir les faits dans le plein respect de l'Etat de droit et des droits de l'homme», regrettant que «les derniers événements ont encore aggravé les tensions au Venezuela».

Julio Borges a dénoncé mercredi auprès de l'AFP à Bogota une «farce» et une «mise en scène». «Il n'y a pas eu d'attentat. Cela a été inventé par le gouvernement. C'est un rideau de fumée créé pour menacer, réprimer». «Ils nous accusent de tout (...) Parce que nous

avons obtenu des sanctions» internationales «de pays occidentaux contre le gouvernement Maduro», a-t-il dit.

Julio Borges s'est dit «en sécurité» dans son exil en Colombie, estimant que le mandat d'arrêt prononcé à son encontre à Caracas n'existait «pas légalement».

L'Assemblée constituante, créée pour neutraliser le Parlement, a privé de leur immunité les députés visés par des poursuites.

Juan Requesens a été arrêté mardi soir par des membres de la police secrète.

«Sans aucun mandat d'arrêt, ils sont arrivés à la résidence et l'ont emmené par la force», a affirmé à des journalistes le père du député. Certains proches et membres de sa famille se sont rendus devant les locaux des services de renseignement, soupçonnant qu'il y soit détenu. «Il s'agit d'un kidnapping, de la disparition forcée d'un député, du viol de son immunité. (...) L'Assemblée constituante, illégitime, inconstitutionnelle, n'a pas le pouvoir de lever l'immunité», a réagi lors d'une conférence de presse mercredi le vice-président du Parlement, Alfonso Marquina.

«Il est temps de partir»

Selon la Constitution vénézuélienne, seul le Parlement peut lever l'immunité des ses membres, sur demande de la Cour suprême.

Mais dans la pratique, l'Assemblée constituante —non reconnue par une grande partie de la communauté internationale— s'est arrogé ses pouvoirs.

Finalement remporté le 20 mai par Nicolas Maduro, le scrutin a été salué par la Russie mais rejeté par de nombreux pays occidentaux qui ont imposé des sanctions, notamment économiques, et dont certains ne cachent pas leur volonté de voir Nicolas Maduro quitter le pouvoir. «C'est le moment pour les pays de la région qui sont confrontés aux migrations, qui souffrent des migrations, de condamner Maduro et de lui dire qu'il est temps pour lui de partir», a déclaré l'ambassadrice des Etats-Unis à l'ONU, Nikki Haley, en visite à la frontière entre la Colombie et le Venezuela.

Mercredi, l'Equateur a décrété l'état d'alerte dans les provinces limitrophes du Pérou et de la Colombie en raison d'un afflux grandissant de migrants vénézuéliens, qui atteint 4.200 par jour. Les Vénézuéliens, ébranlés par la crise économique, souffrent de pénuries qui touchent les produits de première nécessité, notamment les médicaments et les produits alimentaires. L'inflation pourrait atteindre 1.000.000% fin 2018 selon le Fonds monétaire international (FMI), et le PIB devrait s'effondrer de 18%.

AFP

Les Etats-Unis annoncent leur "Force de l'espace"

L'administration américaine a annoncé jeudi la création de la "Force de l'espace", une sixième branche des forces armées souhaitée par le président Donald Trump qui veut ainsi s'assurer que les Etats-Unis "dominent l'espace".

« Le temps est venu d'écrire le prochain chapitre de l'histoire de nos forces armées, de se préparer pour le prochain champ de bataille », a déclaré le vice-président américain Mike Pence dans une allocution devant les militaires au Pentagone. « L'heure est venue d'établir la Force de l'espace des Etats-Unis ». « La Force de l'espace, jusqu'au bout ! », a tweeté de son côté le président américain.

Les préparatifs sont désormais en cours pour faire de cette force spatiale la sixième branche des forces armées, aux côtés de l'armée de terre (US Army), l'armée de l'air (US Air Force), la marine (US Navy), le corps des Marines et les garde-côtes, comme M. Trump l'avait ordonné en mai.

« Pour défendre l'Amérique, une simple présence dans l'espace ne suffit pas, nous devons dominer l'espace », avait alors déclaré le président. Les militaires du monde entier dépendent de plus en plus des outils de géolocalisation pour leurs opérations et la sécurisation des satellites est devenue un enjeu à l'importance croissante.

« L'espace a fondamentalement changé depuis une génération », a déclaré M. Pence. « Aujourd'hui, d'autres nations cherchent à perturber nos systèmes basés dans l'espace et contestent comme jamais la suprématie américaine ».

Et le vice-président de citer le lancement en 2007 par la Chine d'un missile qui a repéré et détruit un de ses propres satellites, ce qu'il a qualifié de « démonstration hautement provocatrice de la capacité croissante de la Chine à militariser l'espace ».

Il a également mentionné les projets russes de laser aéroporté et de missile destinés à détruire les satellites américains. « Nos adversaires ont déjà transformé l'espace en domaine de combat », a-t-il noté.

Scepticisme

L'espace est actuellement placé sous la responsabilité de l'US Air Force et l'administration Trump considère qu'en faire une branche à part entière permettra de débloquer plus de moyens pour ce domaine.

Mais la création de cette nouvelle branche militaire n'est pas assurée car elle doit d'abord être approuvée par le Congrès. Or de nombreux élus et hauts responsables du Pentagone s'inquiètent du coût représenté par le projet, notamment parce qu'il implique la création de centaines de postes administratifs.

Certains élus républicains ont soutenu publiquement le projet mais de nombreux démocrates s'y opposent. « On pourrait peut-être s'assurer que nos concitoyens ne meurent pas par manque d'assurance-santé avant de dépenser des milliards pour militariser l'espace », a tweeté le sénateur démocrate Bernie Sanders.

Personne n'a le courage de dire à Donald Trump que c'est une « mauvaise idée », a tweeté pour sa part le sénateur démocrate Brian



Schatz. « C'est dangereux d'avoir un dirigeant qu'on ne peut pas convaincre d'abandonner des idées farfelues ».

Le ministre de la Défense Jim Mattis ne s'est pas exprimé jeudi, mais il s'était montré sceptique l'an dernier sur la nécessité de créer une Force de l'espace.

Dans une lettre au Congrès, il indiquait qu'il ne « voulait pas ajouter un service séparé qui aurait vraisemblablement une conception plus étroite des opérations dans l'espace, voire un esprit de clocher », ajoutant que cela créerait une nouvelle bureaucratie et que ce serait trop coûteux.

Mardi, devant des journalistes, il s'était déclaré favorable à la création d'un nouveau commandement militaire pour l'espace, sans toutefois aller jusqu'à soutenir l'idée d'une sixième branche des forces armées. « Il faut que nous considérions l'espace comme un domaine de combat en développement et il est certain qu'un commandement militaire fait partie des choses qu'on peut créer »,

a-t-il indiqué.

Le vice-président a précisé que le processus se ferait par étapes, avec pour objectif de créer cette sixième branche d'ici 2020, fin du mandat de M. Trump. Il a demandé au Congrès d'approuver un budget supplémentaire de huit milliards de dollars sur les cinq prochaines années.

La première étape sera la création d'un nouveau commandement de l'espace, sur le modèle des commandements géographiques déjà existants, comme Centcom, le Commandement central chargé du Proche-Orient, ou Africom pour l'Afrique, ou thématiques comme le commandement stratégique (Stratcom) en charge de l'armement nucléaire du pays.

L'équipe de campagne de Donald Trump pour l'élection de 2020 s'est emparée du dossier: elle a demandé aux partisans du président de choisir le logo de la prochaine Force de l'espace, pour l'imprimer sur des produits promotionnels.

AFP

Pyongyang accuse les USA de maintenir les sanctions malgré sa bonne volonté

■ La Corée du Nord a accusé jeudi les Etats-Unis de maintenir des sanctions internationales en dépit des gestes de bonne volonté de Pyongyang et des progrès dans la promesse faite d'une dénucléarisation de la péninsule coréenne.

Un porte-parole du ministère nord-coréen des Affaires étrangères a expliqué que les mesures entreprises ne pourraient pas aboutir si Washington s'en tenait « à un scénario démodé » après les engagements pris lors du sommet entre Donald Trump et Kim Jong-un le 12 juin à Singapour.

Etats-Unis et Corée du Nord se sont engagés lors de ce sommet à dénucléariser la péninsule coréenne mais, depuis, les deux parties peinent à trouver les termes d'un accord, Washington insistant sur la nécessité de maintenir les sanctions pour faire pression sur Pyongyang pendant la durée des négociations.

Les autorités américaines n'ont pas tenu à réagir à une information du site internet Vox News affirmant mercredi que les Nord-Coréens avaient rejeté à maintes reprises une demande faite par les Etats-Unis à Pyongyang de réduire son arsenal nucléaire de 60% à 70% dans les six à huit mois.

Des responsables américains au fait des discussions avec Pyongyang ont dit cependant à Reuters que les Nord-Coréens n'avaient toujours pas accepté de calendrier d'élimination de leurs armes nucléaires et n'avaient pas non plus révélé l'ampleur de leur arsenal, évalué par les Américains entre 30 et 60 têtes nucléaires.

Le ministère nord-coréen des Affaires étrangères a annoncé jeudi que le Nord avait cessé ses essais nucléaires et de missiles balistiques et avait démantelé un centre d'essai.

Pyongyang a également restitué aux Etats-Unis les dépouilles de soldats américains morts lors de la guerre de Corée entre 1950 et 1953, en signe de bonne volonté.

CONTRE LA VOLONTÉ DE TRUMP

« Malgré cela, les Etats-Unis ont répondu à nos attentes en poussant à des sanctions internationales et en faisant pression sur la RPDC », affirme le communiqué du ministère des Affaires étrangères relayé par l'agence officielle KCNA.

Les Etats-Unis « cherchent à trouver un prétexte pour accroître les sanctions contre la RPDC », poursuit le communiqué.

« Tant que les Etats-Unis s'en tiendront à un scénario démodé que les précédentes administrations ont essayé sans succès, on ne pourra pas attendre de progrès dans la mise en oeuvre de la déclaration commune RPDC-USA sur la dénucléarisation », poursuit le texte.

La Corée du Nord, a continué le ministère des Affaires étrangères nord-coréen, souhaite toujours mettre en oeuvre l'accord conclu lors du sommet de Singapour le 12 juin (entre Donald Trump et Kim Jong-un).

Mais le ministère accuse de hauts responsables américains, sans les identifier, d'« aller à l'encontre de la volonté du président Trump » en « lançant contre nous des accusations sans fondement et en faisant des efforts désespérés pour intensifier les sanctions et les pressions internationales ». « Attendre des résultats tout en insultant le partenaire de dialogue » relève de « la stupidité, comme si l'on attendait d'un oeuf dur qu'il éclore ». Les déclarations du ministère des Affaires étrangères font suite à des commentaires de diplomates américains appelant à des initiatives supplémentaires de Pyongyang sur le chemin de la dénucléarisation.

La brève rencontre entre le secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo et son homologue nord-coréen Ri Yong Ho en marge d'une réunion de l'Asean à Singapour n'a pas permis d'enregistrer de progrès significatifs.

Reuters

Un juge ordonne le retour aux Etats-Unis de demandeuses d'asile expulsées

■ Un juge de Washington a ordonné jeudi qu'un avion renvoyant chez elles une mère et sa fille ayant demandé l'asile aux Etats-Unis rebrousse chemin, et a menacé le ministre américain de la Justice de le poursuivre pour outrage à magistrat, a indiqué une ONG.

Les deux migrantes avaient porté plainte pour contester leur expulsion vers le Salvador, et une audience consacrée à leur requête s'est tenue jeudi, a expliqué l'ACLU, la puissante organisation de défense des droits civiques, qui a déposé la plainte en leur nom.

Selon l'ONG, le juge avait bloqué leur expulsion en attendant d'examiner l'affaire.

Mais « alors que nous étions devant la cour, nous avons appris que le gouvernement avait expulsé une cliente et son jeune enfant à peine quelques heures auparavant, mettant leurs vies en danger », a affirmé l'ACLU dans une série de tweets. « Cela contredit l'engagement du gouvernement devant la cour selon lequel PERSONNE ne serait expulsé avant le lendemain au plus tôt ».

« Le juge a ordonné au gouvernement de

faire rebrousse chemin à l'avion et de ramener la mère demandeuse d'asile et son enfant aux Etats-Unis », a-t-elle ajouté. Et « il a dit que si le problème n'était pas résolu, il envisagerait des poursuites pour outrage à magistrat — visant pour commencer le ministre de la Justice » Jeff Sessions. Cité par le Washington Post, le juge Emmet G. Sullivan a qualifié la décision du gouvernement de les expulser de « scandaleuse ». « Que quelqu'un qui cherche à obtenir justice aux Etats-Unis soit expulsé pendant que ses avocats plaident en sa faveur ? (...). Je ne suis pas du tout content. C'est inacceptable », a dit le magistrat.

Selon un responsable du ministère de la Sécurité intérieure cité par la chaîne NBC News, l'avion n'a pas pu rebrousse chemin mais Carmen — un pseudonyme — et sa fille mineure n'ont pas quitté l'avion à l'atterrissage et vont être ramenées aux Etats-Unis.

La mère et sa fille font partie d'un groupe de migrants « fuyant les violences conjugales et la brutalité des gangs » en Amérique centrale, ayant déposé plainte mardi avec l'aide de

l'ACLU et du Center for Gender and Refugee Studies pour éviter l'expulsion.

Selon l'ACLU, Carmen a fui le Salvador après « 20 ans d'horribles violences sexuelles de la part de son mari et des menaces de mort émanant d'un gang ».

« Carmen a été violée de manière répétée, harcelée et menacée de mort par son mari, même lorsqu'ils vivaient séparément. En juin 2018, elle a fui avec sa fille, demandant l'asile aux Etats-Unis. Bien que des agents aient conclu que leur récit était véridique, on leur a au final dénié la protection de l'asile parce qu'elles n'avaient pas de « peur crédible de persécution », a précisé l'organisation sur son site.

En juin, M. Sessions avait annoncé que les Etats-Unis allaient durcir les procédures de demande d'asile afin de limiter le flux d'immigrants originaires d'Amérique centrale.

Les allégations de violences conjugales ou de violences de la part de gangs ne seront ainsi plus suffisantes pour déposer une requête aux postes-frontières, avait-il déclaré.

AFP

Corée du sud

Des entreprises accusées d'avoir violé les sanctions contre le Nord

Trois entreprises sud-coréennes ont importé du charbon et du fer de Corée du Nord, apparemment en violation des sanctions de l'ONU imposées contre Pyongyang, ont accusé vendredi les douanes sud-coréennes.

Plus de 35.000 tonnes de charbon et de fer nord-coréen ont été importées au Sud, via la Russie, entre avril et octobre 2017, a précisé un responsable des douanes. «Tout navire qui est soupçonné d'avoir violé les sanctions de l'ONU sera immobilisé ou interdit d'entrée dans les ports sud-coréens». Les cargaisons de charbon étaient d'abord expédiées en Russie, où leur origine était modifiée comme étant russe au moyen de faux documents, avant d'être chargées sur des navires à destination de Corée du Sud, ont indiqué les douanes dans un communiqué publié au terme d'une enquête de 10 mois.

«Les douanes ont identifié sept infractions criminelles et saisiront les autorités judiciaires des cas de trois individus et trois entreprises en



demandant leur inculpation», indique le communiqué.

L'annonce de ces possibles violations des sanctions intervient une semaine après la publication d'un rapport de l'ONU accusant le Nord de les enfreindre en continuant à exporter du charbon, du fer et d'autres marchandises nord-coréennes qui ont rapporté plusieurs millions de dollars au régime de Kim Jong Un.

L'an dernier, le Conseil de sécurité a adopté une série de résolutions pour interdire les exportations de matières premières de Pyongyang, afin d'assécher les revenus en devises du régime engagé dans un programme de missiles nucléaires.

La péninsule connaît depuis le début de l'année une remarquable détente, qui a été illustrée par deux rencontres entre le président sud-coréen Moon Jae-in et le leader nord-coréen Kim Jong Un et un sommet historique entre ce dernier et le président américain Donald Trump à Singapour.

A cette occasion, M. Kim s'était engagé à travailler pour la dénucléarisation de la péninsule, une formule vague sujette à des interprétations divergentes.

Pyongyang n'a procédé à aucune mesure confirmée et dénoncé les exigences «unilatérales» des Etats-Unis et leurs «méthodes de gangsters».

AFP

Japon Crash d'un hélicoptère avec neuf personnes à bord

■ Un hélicoptère de la sécurité civile avec neuf personnes à bord s'est écrasé vendredi lors d'un vol d'entraînement dans une région montagneuse du centre du Japon, a indiqué le ministère de la Défense.

Des images aériennes de la télévision ont montré l'épave de l'appareil entouré d'arbres dans la préfecture de Gunma, au nord-ouest de Tokyo. «Nous avons confirmé qu'il s'agit de l'hélicoptère disparu», a déclaré un porte-parole du ministère. «Huit personnes ont été retrouvées sur les lieux, mais nous ne savons pas encore dans quel état elles se trouvent», a-t-il ajouté.

L'hélicoptère Bell 412 avait décollé de sa base dans la matinée pour un vol de deux heures mais il n'est pas rentré dans les délais prévus et a perdu le contact avec les autorités au sol, a expliqué un représentant de la préfecture, Hiroshi Yoshida. Parmi les passagers, figuraient des pompiers et des responsables locaux de la sécurité civile. Les accidents d'hélicoptères ne sont pas rares au Japon. En février, deux pilotes avaient été tués dans le crash d'un appareil militaire dans le sud du pays.

Et l'an dernier, neuf personnes, dont sept pompiers, avaient trouvé la mort quand leur hélicoptère s'était écrasé lors d'un exercice de sauvetage en montagne.

R. I.

Cuba Referendum en février 2019 sur la nouvelle Constitution

■ Le referendum national sur le projet de nouvelle Constitution à Cuba, qui reconnaît le rôle du marché et de l'activité privée dans l'économie de l'île communiste, se tiendra le 24 février 2019, a annoncé jeudi la télévision nationale. Le projet sera discuté au préalable lors d'un débat populaire, organisé du 13 août au 15 novembre dans les entreprises, les écoles et universités et les quartiers, et auquel ont été conviés à participer les quelque 1,4 millions de Cubains émigrés ou exilés, une première depuis la révolution de 1959.

«Nous avons à relever à un défi très important, celui de nous préparer à participer au processus de consultation de notre Constitution et à son soutien inconditionnel le 24 février», a déclaré sur Cubavision Lazaro Arronte, un officier avec grade de major dans les Forces armées révolutionnaires (FAR) cubaines.

La date du referendum —qui correspond à l'anniversaire de la proclamation en 1976 de l'actuelle Constitution et au début de la guerre d'indépendance cubaine en 1895 contre l'Espagne— a été également annoncée au journal du soir de la télévision nationale.

Le projet de nouvelle Constitution reconnaît le rôle du marché et de l'activité privée, mais toujours sous tutelle du Parti communiste, parti unique au pouvoir. Il a été approuvé en juillet par le Parlement.

Le président cubain, Miguel Diaz-Canel, qui a succédé au pouvoir à Raul Castro le 19 avril, a assuré que, lors de la consultation populaire, «chaque Cubain pourra exprimer librement ses opinions».

La future Constitution rétablit le titre de président de la République et ceux de vice-président et de Premier ministre. Elle limitera à 60 ans l'âge pour être candidat à la présidence, et ce pour un mandat de cinq ans, avec possibilité d'un second mandat dans la foulée.

L. T.

Brésil

Record d'homicides en 2017

■ Le nombre d'homicides a progressé de 3,7% l'année dernière au Brésil pour s'établir à 63.880, un niveau sans précédent dans ce pays, montre une étude publiée jeudi.

En 2017, le taux d'homicide s'est élevé à 30,8 pour 100.000 habitants contre 29,9 l'année précédente, montrent ces chiffres publiés par le Forum brésilien de la sécurité publique, un institut privé. Ils montrent qu'une grande par-

tie de ces crimes ont été commis dans les Etats du Nord-Est, les plus pauvres du pays.

Dans celui du Rio Grande do Norte, le taux d'homicides atteint ainsi 68 pour 100.000 habitants. Dans l'Etat de Sao Paulo, le plus riche, le taux n'est que de 10,7 pour 100.000.

Des bandes armées de plus en plus violentes tirent parti de la diminution des financements accordés aux forces de

l'ordre alors que se profile l'élection présidentielle d'octobre prochain. La question de la violence est devenue centrale dans la campagne présidentielle. Le député d'extrême droite Jair Bolsonaro, qui figure parmi les favoris du scrutin, en a fait l'un de ses sujets de prédilection et propose d'assouplir les lois encadrant le contrôle des armes et d'élargir les pouvoirs de la police.

Reuters

Wikileaks

Julian Assange envisage de rencontrer des sénateurs américains

Julian Assange, le fondateur du site WikiLeaks qui vit reclus depuis six ans à l'intérieur de l'ambassadeur de l'Equateur à Londres, envisage de déposer à huis clos devant des membres de la commission du Renseignement du Sénat des Etats-Unis, a annoncé jeudi son avocat.

Les sénateurs américains souhaitent l'entendre sur l'ingérence présumée de la Russie dans l'élection présidentielle de novembre 2016 remportée par Donald Trump.

«La requête de la commission spéciale du Sénat des Etats-Unis confirme son intérêt pour une audition de M. Assange», écrit Jennifer Robinson dans un communiqué.

«La requête lui demande de se présenter en personne à une date et en un lieu mutuellement acceptables. Nous étudions sérieusement cette proposition mais nous devons nous assurer que la protection de M. Assange est garantie», a ajouté l'avocate.

Dans un rapport déclassifié début janvier 2017, peu de temps avant l'investiture de Donald Trump, la communauté américaine du renseignement a conclu à une ingérence de Moscou dans l'élection de novembre 2016 en vue de favoriser le candidat républicain en discréditant sa rivale démocrate, Hillary

Clinton.

La CIA, le FBI et la NSA (agence de sécurité nationale) y estiment, «avec un haut degré de confiance» dans la fiabilité de leurs informations, que le renseignement militaire russe a transmis à WikiLeaks des données piratées auprès du Comité national du Parti démocrate et de hauts responsables du parti d'Hillary Clinton afin de discréditer sa candidature.

Visé par une demande d'extradition de la justice suédoise, le fondateur du site WikiLeaks, spécialisé dans la diffusion brute de documents officiels, s'est réfugié dans l'ambassade équatorienne en 2012 après avoir obtenu l'asile du pays latino-américain.

Les accusations de crimes sexuels portées contre lui en Suède ont depuis été abandonnées. Mais Assange, s'il devait quitter l'enceinte diplomatique, serait arrêté par la police britannique pour s'être soustrait au contrôle judiciaire que lui avait imposé la justice britannique.

Il dit craindre d'être extradé ensuite vers les Etats-Unis pour avoir publié des dizaines de milliers de documents diplomatiques et militaires américains.

Reuters



En présence d'un grand public

Alger, à l'heure du Gharnati et du Malouf

Les airs mélodieux et les cadences composées du patrimoine andalou gharnati et malouf ont retenti, jeudi soir à Alger, à travers deux concerts distincts, animés par Lila Borsali, en duo avec Abbas Righi et le maître du genre malouf, Hamdi Bennani.



Profitant de la gratuité exceptionnelle du spectacle, le public de l'Auditorium du Palais de la Culture, Moufidi-Zakaria, s'est porté en foule, jusqu'à occuper les allées réservées aux déplacements, pour assister au concert de Lila Borsali, en duo avec Abbas Righi, interprétant les genres gharnati de Tlemcen et malouf de Constantine, deux écoles de la musique andalouse qui compte également celle de la Sanaâ à Alger.

Invité en premier dans un spectacle programmé dans le cadre de la manifestation "Linafrah Djazairiyen" (soyons heureux à l'algérienne), organisée par l'Office national des droits d'auteurs et droits voisins (Onda), Mohamed Rouane, a embarqué l'assistance, près d'une heure de temps, dans la World-Music, genre qu'il préfère appeler, "Casbah-Jazz".

Celui surnommé en Corse (France) par la presse locale en 2011, "Le poète de la mandole blanche", lors des 13e Rencontres musicales de Méditerranée a aligné entre autres pièces, "Rivière de la paix", "Taghit", "Istanbul" (reprise

turque) et "Jazz oriental", tirés de ses quatre albums.

Accompagné, dans une ambiance de grands soirs, par six musiciens, dont son fils Sharif (14ans) au piano, Mohamed Rouane a séduit l'assistance par sa grande maîtrise de l'instrument et sa créativité prolifique.

Soutenus par une fusion de leurs orchestres respectifs, conjointement dirigée par Leila El Kébir et Samir Boukredera, Lila Borsali et Abbas Righi ont ravi le public avec un programme judicieusement préparé, unissant dans une même partition, les écoles de Tlemcen et celle de Constantine.

Les deux artistes aux voix étoffées, ont échangé les genres d'est en ouest, étalant, deux heures durant, une trentaine de pièces, entre hawzi, malouf, mahjouz, aroubi et m'dih, que le public a longtemps applaudi dans des atmosphères empreintes de convivialité.

Entre autres chansons entonnées par le duo dans la richesse des variations modales et des cadences composées de la musique andalouse, "Les noubas dil de Tlemcen et sika de Constantine", "Qad kountou kha-

tir", "Men baâni", "Qalbi mekwi bla djmer", "Ya dhaw aâyani", "Khelliwni nahwa", "Alger Alger" (de Lili Boniche), "Hija mia" et "Ya habib el qalb".

Le célèbre chanteur Hamdi Bennani, maître de la chanson Malouf, a, quant à lui, enchanté le public, relativement nombreux de la salle Ibn Zeydoun de l'Office Riadh el Feth (Oref), avec une quinzaine de pièces dans les registres, "Hawzi", malouf, "Mahjouz", "Aroubi" et "flamenco".

Soutenu, durant près de deux heures, par un orchestre de "vieux routiers" de la musique andalouse, composé de sept musiciens dont Ali et Mohamed Kamel Bennani, le frère et le fils, au luth et à la guitare respectivement, celui que l'on aime surnommer "l'Ange blanc du Malouf", a conquis l'assistance par la qualité d'une prestation pleine, imprégnée de professionnalisme et rendue en plusieurs parties dans la maîtrise et la spontanéité du jeu et de l'interprétation.

L'artiste, au costume et au violon blancs, a entamé son récital avec un extrait de "Touchia Dil", avant d'entonner, entre

autres pièces, "Ana djesmi fana", "Mabrak nhar ezizara", "Qom tara", "Wahd el ghoziel", "?chk el djara", "Hbib diali fine houwa", "Aâyoun Lahbara" et "Djani ma djani".

Très applaudi par le public, Mohamed Kamel Bennani, à la guitare blanche, a pris le relai, interprétant, lui aussi, quelques pièces dont "Ya racha el fetten", "Djamalouhou la youssafou" et "Nendem wengoul".

Dans un élan de fraîcheur et de spontanéité, Hamdi Bennani, à la mine joviale, a mené son récital d'une main de maître, faisant montre de toute l'étendue de son savoir faire, au violon comme au chant, avec une voix présente à la tessiture large.

Le public a savouré chaque instant du récital dans la délectation, donnant du bon répondant au "Cheikh" à la voix encore pleine de jeunesse et au coup d'archet intact, qui devrait, a-t-il déclaré, enrichir son parcours avec "une compilation", en projet avec l'Onda, où "l'ensemble de sa carrière serait regroupé". Le récital de Hamdi Bennani a été organisé par l'Oref, sous l'égide du ministère de la Culture.

Reda A.

Jusqu'au 30 août prochain L'Ugta et l'Onda lancent une série de spectacles à Alger

Un concert de musique explorant le répertoire algérien a été animé jeudi soir à Alger par le groupe Freeklane et le chanteur Hocine Lasnami en lancement d'un nouveau programme de soirées musicales organisées à l'initiative de l'Union générale des travailleurs algériens (Ugta).

Organisée à l'esplanade du siège de l'Ugta au centre-ville, ce concert ouvre un programme qui s'étale jusqu'au 30 août élaboré en collaboration avec le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire et celui de la Culture à travers l'Office national des droits d'auteurs et droits voisins (Onda).

C'est devant un millier de spectateurs que le groupe "Freeklane", mené par son chanteur Chemseddine Abbabcha, a repris des titres de son dernier album "Nomade sorti en 2017 ainsi que ces plus grands succès dont "Bent Essoltan", Lalla Mira", ou encore "Khouya El Madani".

Les spectateurs ont également eu l'occasion de retrouver ou de découvrir la voix de Hocine Lasnami qui a enchanté, avec beaucoup de raffinement, son auditoire avec un répertoire hawzi, revisité par une orchestration contemporaine, et des titres comme "Ahlan Wa Sahlan", Ya Errayah" ou encore "Algérienne", un de ses derniers succès depuis son retour sur la scène artistique.

La chanteuse andalouse Nawel Illoul et l'interprète de musique kabyle Boualem Chaker avaient également pris part à cette soirée.

Rencontrés par l'APS, plusieurs spectateurs ont salué cette initiative qui "offre aux algérois et aux visiteurs de la capitale un plus large choix d'activités nocturnes pour cette saison estivale".

Cette série de galas gratuits se poursuit jusqu'au 30 août et prévoit des spectacles d'artistes comme Hamdi Bennani, le groupe "Tej Event", ou encore Nassima Chams ainsi que des soirées dédiées au châabi animées entre autres par Abdelkader Chaou, Noureddine Allan, Boualem Rahma et Mohamed Laagab, indiquent les organisateurs.

Reda A.

Quatre jeunes talents récompensés

Clôture du 11ème Festival de la chanson oranaise

La 11^{ème} édition du Festival de la chanson oranaise a été clôturée, jeudi soir au Théâtre régional d'Oran "Abdelkader Alloula" (TRO), lors d'une cérémonie marquée notamment par la récompense de quatre jeunes talents lauréats du concours organisé dans le cadre de cet événement culturel.

Le jury présidé par le musicien Bey Bekkaï a décerné à cette occasion le 1er Prix au jeune Bilal El-Arbi pour sa brillante interprétation de la chanson "Mouhal t'farraqna lahoul" du regretté chanteur du genre oranais Ahmed Wahby (1921-1993) auquel fut

dédiée cette édition.

Les 2ème et 3ème Prix sont revenus respectivement à Ourabah Yacine et Didi Mohamed Achraf, tandis que Djamel Essadek a reçu le Prix d'encouragement.

Un public nombreux a assisté à cette soirée de clôture tenue en présence des autorités locales et qui a également vu les organisateurs rendre hommage à Cheikh Missoum Bensmir, grande figure du genre bédouin et du melhoun, âgé de 80 ans.

Une cérémonie haute en couleurs et en sonorités a régalé l'assistance qui a pris plaisir à

découvrir ou à réécouter une sélection des plus beaux titres du patrimoine musical local.

Plusieurs titres de feu Ahmed Wahby et Blaoui El-Houari (1926-2017), et d'autres composés spécialement en guise d'hommage posthume à ces chanteurs oranais, ont été interprétés par un plateau artistique de choix.

Au grand bonheur de l'auditoire, de grandes vedettes se sont relayées sur scène, dont Houari Oulhaci, Hakima Boulouji, Houari Sabeur, Souad Bouali, Abdelkader Khaldi et Houari Benchenet, avec l'accompagnement harmonieux de l'orchestre

dirigé par le maestro du violon Kouider Berkane.

Le directeur de la Culture, Kouider Bouziane, et la commissaire du festival, Khalida Benbali, se sont félicités de la réussite de cette édition qui a atteint les objectifs assignés, à savoir "la valorisation du patrimoine artistique et la promotion des jeunes talents".

Le coprésident du jury, le parolier Temmouh Abdellah a, quant à lui, relevé "une amélioration de la qualité des prestations livrées par les artistes au fil des éditions", recommandant aux talents en herbe de "saisir toutes

les opportunités à venir pour consolider leur formation".

Le festival qui a été sponsorisé par l'Office national des droits d'auteur et des droits voisins (ONDA), s'était ouvert le 5 août dernier en présence de Smaïl Oulebsir, représentant du ministre de la Culture Azeddine Mihoubi, rappelle-t-on.

M. Oulebsir avait mis l'accent sur "les efforts déployés par l'Etat pour soutenir l'activité culturelle à travers l'ensemble du pays, offrant ainsi l'opportunité à toutes les potentialités artistiques de s'exprimer et d'évoluer".

K. M.

«PAROLES DE FEMMES»

"L'avenir appartient à ceux qui croient à la beauté de leurs rêves."

Eleanor Roosevelt

FEMMES

ILS ONT DIT :

" Très souvent, au cours de notre existence, nous voyons nos rêves déçus et nos désirs frustrés, mais il faut continuer à rêver, sinon notre âme meurt. "

Paulo Coelho

ACTU-FEMMES

Page animée par Tinhinan

Brad Pitt et Angelina Jolie en guerre, leur stratagème pour ne jamais se croiser

Depuis l'annonce de leur séparation en 2016, c'est bien simple : Brad Pitt et Angelina Jolie ne veulent plus se voir. Entre les deux stars, les disputes font rage, et ils préfèrent donc s'éviter en toute occasion.

Leur séparation a beau être officielle depuis longtemps, Brad Pitt et Angelina Jolie ne sont toujours pas divorcés. Les nombreuses disputes entre les ex-conjoints sont nombreuses, en particulier en ce qui concerne leurs enfants. Récemment, l'acteur a refusé que deux des petits ne jouent au côté de leur mère dans le film " Maléfique 2 ". Son ex, elle, l'a accusé de ne pas payer suffisamment de pension alimentaire pour qu'elle puisse subvenir aux besoins de leur famille. Des faits rapidement contestés par ce dernier, qui affirme avoir versé plus de 9 millions à Angelina Jolie depuis leur séparation.

Face à l'ampleur de leurs disputes, les deux principaux intéressés préfèrent s'éviter, ce qui n'est pas toujours facile puisqu'ils souhaitent tous deux passer un maximum de temps avec leurs enfants. Puisque ces derniers vivent actuellement en Angleterre avec leur mère, Brad Pitt s'y est également installé pour l'été, afin de pouvoir profiter au maximum du temps qui leur est accordé. Mais, selon TMZ, pas question pour les deux stars de se rencontrer, même pour cela.

Résultat : ce sont des nounous et des assistants qui sont en charge de déposer ou de récupérer les enfants dans les domiciles de leurs parents. La situation est loin d'être facile pour les deux acteurs, qui ne s'entendent plus du tout, mais doit être encore plus compliquée à gérer pour leurs enfants : difficile en effet pour les petits de voir leurs parents se déchirer de la sorte...



COUPLE

10 signes qui prouvent qu'il tient sincèrement à vous



Vous l'aimez mais vous ne cessez de vous poser la même question : Vous aime-t-il tout autant ? Soyez attentive aux signes, car il y en a beaucoup qui pourraient vous prouver à quel point votre amoureux tient à vous !

1/ IL VEUT QUE SES AMIS SOIENT AUSSI LES VÔTRES

Il ne vous propose pas seulement de l'accompagner à ses sorties entre potes, mais il vous implique dans ses relations amicales. Par exemple, il n'a rien contre le fait que vous échangiez vos coordonnées avec ses amis et que vous puissiez les croiser même quand il ne peut pas être là.

2/ IL SE SOUVIENT DES CHOSES QUE

VOUS LUI AVEZ DITES

Il vous est peut-être arrivé, une fois, au détour d'une conversation, de lui dire que les tulipes sont vos fleurs préférées. Et l'information n'est pas tombée dans l'oreille d'un sourd. Même des mois après, il s'en est rappelé.

3/ IL N'ÉVITE PAS LA RENCONTRE AVEC VOTRE FAMILLE

Vous avez évoqué avec lui la possibilité qu'il rencontre vos parents, et il ne se dérobe pas en prétextant un rendez-vous professionnel ou une visite chez le dentiste. Il en a envie, et propose même de faire les choses en grand : choisir le restaurant ensemble, trouver une activité à faire...

4/ IL S'INTÉRESSE À VOTRE UNIVERS

Vous n'avez pas forcément les mêmes goûts, mais il ne rechigne pas à découvrir les vôtres. D'ailleurs, il a emprunté votre livre favori dans votre bibliothèque et passe son temps à le lire dès que vous n'êtes pas ensemble.

5/ IL VOUS ÉCOUTE

Il n'est pas seulement là pour passer de bons moments, il est aussi soucieux de savoir comment vous vous sentez et ce qu'il peut faire pour vous aider. Même si cela passe par vous écouter vous plaindre pendant des heures de cette fille au boulot qui ne cesse de vous chercher des histoires...

6/ IL SE SOUCIE DE SI TOUT VA BIEN

Même si vous êtes débordée et que vous n'avez pas le temps de le voir, il prend quand même le temps de vous envoyer quelques tex-

tos pour s'assurer que vous ne manquez de rien et vous dire qu'il pense à vous. Il vous soutient, à sa façon, sans empiéter sur votre temps.

7/ IL VOUS APPELLE RÉGULIÈREMENT

Il aime entendre votre voix, et pas seulement sur votre répondeur ! Même si c'est pour parler quelques minutes, il prend le temps de mettre en pause tout ce qu'il fait juste pour vous passer un petit coup de fil quand vous n'êtes pas auprès de lui.

8/ IL LIBÈRE DU TEMPS

Plus on avance dans notre vie, plus les moments libres se font rares. Mais il trouve toujours le moyen de remettre à plus tard ses projets pour partager un moment avec vous : vous êtes une priorité.

9/ IL VEUT DÉCOUVRIR DE NOUVELLES EXPÉRIENCES AVEC VOUS

Même s'il connaît chaque recoin de la ville, il ne cesse de chercher de nouvelles activités à vous proposer pour graver dans sa mémoire des expériences inédites. Et comme vous les découvrez ensemble, celles-ci ont une valeur encore plus particulière !

10/ IL SE CREUSE LA TÊTE POUR VOUS FAIRE PLAISIR

Pour votre anniversaire, il ne se contente pas d'écrire une carte et d'acheter des fleurs. Il se donne du mal pour prévoir quelque chose de nouveau, quitte à devoir appeler tous vos amis en cachette pour organiser une fête surprise ! Cela ne nécessite pas forcément beaucoup d'argent, mais de l'attention et de l'amour.



Les DÉBATS

Quotidien national d'information

Edité par la SARL MAHMOUDI INFO

Le fondateur
Abderrahmane Mahmoudi

Gérante Naima MAHMOUDI • Directeur de la publication Nadjib Stambouli

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.63.45.42 -

Fax : 021.63.45.13 - Service Publicité : 021.63.42.65 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43

SPORTS

Coupe arabe des clubs champions (32^{es} de finale/aller)
Le MCA s'impose fac au Al-Riffa SC

■ Le club de football algérien MC Alger s'est imposé devant à son homologue bahreïni d'Al-Riffa SC sur le score de 2 à 1 (mi-temps : 1-1), pour le compte du match aller des 32es de finale de la Coupe arabe des clubs champions de football, disputé jeudi à Manama (Bahreïn).

Les Mouloudéens ont ouvert le score dès la 3e minute par l'intermédiaire de Walid Derardj, également impliqué dans le deuxième but avec une passe décisive pour Bourdim à la 58e minute. Les locaux avaient égalisé à la 39e par Ali Haram.

Le match retour est prévu le 28

septembre à Alger au stade du 5-Juillet. Mercredi, l'USM Alger a arraché une précieuse victoire en déplacement devant son homologue irakien de la Force aérienne (1-0, mi-temps : 0-0), grâce au but de Mahious à la 72e minute.

De son côté, l'ES Sétif s'était qualifiée pour le prochain tour aux dépens des Emiratis d'Al-Aïn (aller : 2-1, retour 0-1). La double confrontation s'était jouée à Zagreb sur demande de la formation émiratie qui a effectué un stage de préparation dans la capitale croate.

Leicester City
Fenerbahçe veut Slimani

■ Annoncé proche d'Al Hilal par la presse saoudienne il y a deux jours, Islam Slimani devrait finalement signer avec Fenerbahçe dans les prochaines heures.

Sky Sport a indiqué aujourd'hui que les dirigeants des deux clubs sont tombés d'accord pour le prêt de l'attaquant algérien Slimani qui devrait être prêté pour une saison sans option d'achat. L'attaquant

algérien, qui était dans le viseur de Fenerbahçe, Besiktas et de son ancien club le Sporting Lisbonne, va donc s'engager en faveur du Fener, l'ennemi rival de Galatasaray, le club de Sofiane Feghouli.

Rappelons qu'en cas d'officialisation Slimani sera le 4e joueur à jouer dans le championnat turc après Sofiane Feghouli, Carl Medjani et Nabil Ghilas.

Havre AC
Ferhat vers Montpellier

■ L'histoire entre Zinedine Ferhat et Le Havre semble proche de se terminer après deux saisons passées en Ligue 2. Le président du club ciel et marine a indiqué que son club a reçu une offre presque satisfaisante d'un club et que les négociations sont en bonne voie, et d'après RMC il s'agit du club de Montpellier qui a mis l'aillier algérien dans son viseur depuis le début du mercato estival, surtout

que l'aillier belge Isaac Mbenza vient d'être prêté à Huddersfield, en Angleterre.

Volpe : «Concernant Zinedine Ferhat, nous avons une offre qui n'est pas loin de nous satisfaire. Je crois qu'il va partir. Mais que les choses soient claires, que ce soit pour Harold ou pour Zinou, nous n'avons pas l'intention de brader l'un de nos joueurs».

Ligue I Mobilis (1^{ère} journée)**La JSS en péril à Tizi, l'ESS sur du velours**

La JS Saoura, vice-champion d'Algérie, effectuera un déplacement périlleux à Tizi-Ouzou pour cette première journée de la Ligue I, où elle aura à affronter à huis clos la JS Kabylie dont l'effectif a été largement remanié sous la houlette du nouvel entraîneur français, Franck Dumas.



Par Mahfoud M.

Le club de Béchar, dont le mercato estival a été relativement calme, aura bien des atouts à faire valoir dans ce premier match de la saison, face à une équipe kabyle toujours à la recherche d'automatismes.

L'ES Sétif, dont l'exercice 2017-2018 a été chaotique avec une triste 8e place au classement final, abordera la nouvelle saison avec la ferme intention de reconquérir un titre cédé au CSC. L'Entente, qui a enregistré l'arrivée du technicien marocain Rachid Taoussi, accueillera l'USM Bel-Abbès, détenteur de la Coupe d'Algérie.

Les trois promus en Ligue 1 seront appelés à bien négocier leur retour parmi l'élite en déplacement, une manière d'impressionner d'entrée.

Le MO Béjaïa se rendra du côté de la capitale du Titteri pour défier

l'Olympique Médéa, dirigée désormais par Saïd Hamouche, en remplacement de Sid-Ahmed Slimani, parti rejoindre le RC Kouba (Ligue 2). Les «Crabes», qui avaient dominé la Ligue 2 la saison dernière, seront certainement mis à rude épreuve par les gars de Médéa qui veulent éviter un mauvais départ devant leur public.

Les joueurs de l'AS Aïn M'lila effectueront leur retour parmi l'élite en foulant la pelouse synthétique du 20-Août-1955 d'Alger, 16 ans après avoir végété dans les différents paliers inférieurs. La formation de l'Est, dirigée par Lakhdar Adjali, sera opposée à une équipe du CR Belouizdad où rien ne va plus, elle qui a déjà consommé trois techniciens durant l'intersaison avant d'engager Si Tahar Chérif El-Ouazzani. Un éventuel faux pas du Chabab pourrait compliquer davantage la situation du club algérois.

Le CABB Arréridj, l'un des clubs

les plus actifs sur le marché des transferts avec l'arrivée de 17 joueurs, se rendra à Oran pour croiser le fer avec le MCO, qui a échoué à monter sur le podium la saison dernière.

Les «Hamraoua» partiront largement favoris dans cette journée inaugurale, à moins que les «Criquets jaunes» ne réservent une surprise, eux qui ont mis le paquet pour engager plusieurs éléments dont le gardien de but Faouzi Chaouchi et le milieu de terrain Abdallah El-Mouedene, en provenance du MCA.

Enfin, l'USM Alger entamera la saison à domicile et devant son public face au DRB Tadjenanet, ce dernier enchaînant sa quatrième saison parmi l'élite. Même si les «Rouge et Noir» partiront favoris sur le papier, les visiteurs tenteront de déjouer les pronostics, comme ils l'avaient fait lors du précédent exercice au stade Omar-Hamadi (1-1).

M. M.

Abdelkrim Medouar (président de la LFP)

«Nous devons revoir certains volets dans le professionnalisme»

■ Le président de la Ligue de football professionnel (LFP), Abdelkrim Medouar, a estimé jeudi à Alger, à la veille du démarrage de la saison 2018-2019, que le début du professionnalisme en Algérie était «tordu» et l'idée de revoir certains volets est devenue une «nécessité impérative afin d'éviter un avenir incertain». «Franchement, comme je l'avais déclaré auparavant, le début du professionnalisme en Algérie était tordu, nous devons revoir certains volets, vu qu'il connaît actuellement une régression terrible. Sachez que les choses tournent mal en ce moment, car les dettes des clubs s'accumulent davantage», a alerté l'invité du forum de l'Organisation nationale des journalistes sportifs algériens, organisé au centre de presse du complexe olympique Mohamed-Boudiaf. «Le professionnalisme ne sera viable qu'avec l'existence du soutien financier et des sponsors.

Dans le cas contraire, il sera confronté à de multiples problèmes qui influent de manière négative sur le bon déroulement du championnat». «Nous avons besoin d'une commission mixte chargée de revoir le dossier du professionnalisme. Et j'affirme que la Fifa n'avait aucune relation avec l'instauration du professionnalisme en Algérie. Certains continuent de croire que si nous n'avions pas adopté le professionnalisme en 2010, nous n'aurions jamais disputé la Ligue des champions d'Afrique ou la Coupe de la Confédération. Ce sont des choses erronées. Les pays voisins prennent part jusqu'à ce jour à ces compétitions avec des clubs amateurs et sans sociétés sportives par actions», a encore souligné Medouar. Et de conclure : «En 2007 et 2008, les clubs algériens avaient-ils des sociétés ? Ils avaient seulement des contrats professionnels.

Je voudrais préciser une chose : pour prendre part à une compétition internationale, il fallait disposer seulement d'un contrat professionnel».

Sur un tout autre volet, Medouar soulignera que la Commission d'homologation des stades de football poursuit son travail d'inspection en vue de la saison sportive 2018-2019 dont le coup d'envoi a été donné hier. Le président de la LFP a annoncé que «plusieurs stades ont été officiellement homologués par la commission pour permettre aux clubs de Ligues 1 et 2 de recevoir sur leur terrain, en attendant la programmation d'autres visites dans les jours à venir». À titre d'exemple, «la commission d'homologation a programmé une visite au stade de Tizi-Ouzou qui connaît une opération de revêtement de sa pelouse ainsi que les stades de Mostaganem, Boussaâda et Bouakeul d'Oran qui seront également concernés par

une visite ces jours-ci», a précisé Medouar. «Le stade de Mostaganem a coûté très cher aux pouvoirs publics, mais en fin de compte on trouve des défaillances au niveau de l'éclairage et des vestiaires, ce qui complique à l'équipe locale de recevoir ses hôtes sur son terrain. La commission visitera dimanche le stade de Tadjenanet qui connaît également des problèmes au niveau de l'éclairage ainsi que le stade du 20-Août à Bechar (revêtement de la pelouse)». Le président de la LFP a réaffirmé une nouvelle fois que «l'AS Aïn M'lila ne recevra pas le premier match sur son terrain, suite aux réserves formulées par la commission d'homologation lors des deux précédentes visites, en attendant de programmer une autre visite prochainement». Par ailleurs, le premier responsable de la gestion du football professionnel s'est dit «très surpris» par la

déclaration du président de l'Assemblée communale de Mohammadia, confirmant l'impossibilité de l'USM Harrach à recevoir sur son terrain. «L'USM Harrach a déposé un dossier ordinaire signé par le maire de Mohammadia confirmant la possibilité de l'équipe à recevoir sur son stade, mais je suis surpris par une lettre envoyée mercredi soir par le maire annonçant l'incapacité de l'USMH à recevoir à cause de quelque problèmes à l'extérieur du stade. La commission d'homologation des stades a présenté un rapport positif concernant le stade de Mohammadia. Les problèmes qui se trouvent en dehors du stade ne peuvent en aucun cas nuire au déroulement de la rencontre», a dit Medouar. Et de conclure : «La décision du maire de Mohammadia complique davantage la position de l'USMH, à la veille du début de la compétition».



Alger
Ensoleillé
Min 14 °C
Max 28 °C



Oran
Ensoleillé
Min 12 °C
Max 29 °C



Annaba
Ensoleillé
Min 15 °C
Max 28 °C

Inondations d'In Guezzam Les services spécialisés de l'ANP poursuivent leur assistance aux sinistrés

Les services spécialisés de l'Armée nationale populaire (ANP) poursuivent leur assistance aux sinistrés d'In Guezzam à travers la mobilisation d'importants moyens humains et matériels pour améliorer leur prise en charge, suite aux dernières intempéries ayant touché la région, indique jeudi un communiqué du ministère de la Défense nationale.

"Suite aux opérations d'intervention menées par les unités de l'ANP à In Guezzam à Tamanrasset, en vue de dépasser la situation engendrée par les perturbations climatiques et les inondations ayant touché la région, les services spécialisés de l'ANP ont poursuivi leur assistance aux sinistrés à travers la mobilisation d'importants moyens humains et matériels pour améliorer la prise en charge des sinistrés avec la mise en place de points de soins destinés à la prise en charge sanitaire des malades et des blessés ainsi que l'installation de tentes supplémentaires pour l'hébergement des familles et la distribution de denrées alimentaires et divers autres produits de la vie quotidienne ayant été acheminés sur les lieux par voies terrestres et aériennes", précise la même source.

A ce titre, les unités de l'ANP déployées sur le terrain ont veillé à "rassurer les habitants que ces opérations humanitaires, engagées sous la supervision directe du Haut commandement de l'ANP, se poursuivront, jour et nuit, jusqu'au dépassement des effets de cette catastrophe naturelle et le retour aux conditions normales de la situation", ajoute le communiqué du MDN.

Reda A.

Libye

Le Premier ministre appelle à l'unification de l'armée

Le Premier ministre libyen Fayez el-Sarraj a appelé jeudi à l'unification des forces militaires du pays, à l'occasion du 66e anniversaire de l'établissement de l'armée libyenne, ont rapporté vendredi des médias.

"A cette occasion, je voudrais saluer les fils des forces armées qui se sont sacrifiés dans la guerre contre le terrorisme", a mentionné M. Sarraj dans un communiqué.

"Malgré la division et le manque d'équipement, ils luttent vaillamment aux côtés des forces de sécurité contre les terroristes, les mercenaires, les passeurs et les trafiquants d'êtres humains qui essaient de troubler la stabilité de notre pays".

"Nous soulignons encore une fois la nécessité d'unifier le corps militaire. Chaque pays repose sur une armée unie. Cela traduit l'unité nationale de notre peuple à travers toutes les couches de la société et dans toutes les régions", a ajouté le communiqué. Depuis la chute du gouvernement de Mouammar el Kadhafi en 2011, la Libye a souffert de l'insécurité et de la division politique entre les deux gouvernements qui se disputent la légitimité.

Depuis l'année dernière, des responsables militaires libyens participent à de grandes réunions au Caire, capitale égyptienne, afin d'unifier l'armée libyenne.

L'armée royale libyenne a été formée après l'indépendance de la Libye en 1951. En 2011, les forces armées libyennes ont été défaits et dissoutes, laissant le pays sans armée nationale.

Reda A.



Affaire du jeune tué par des parkingueurs à Béjaïa Cinq individus arrêtés



Les investigations menées par les autorités judiciaires dans l'affaire de l'agression physique contre Zoubir Aïssa, dans la commune de Souk el Ténine (W.Béjaïa), causant son décès, ont permis le placement de cinq individus en détention préventive, en attendant les résultats de l'enquête, indique un communiqué du ministère de la Justice. Selon les faits rapportés lors d'une conférence de presse animée, jeudi, par le procureur de la République près le tribunal de Kherrata, il s'est avéré "qu'à la date du 01/08/2018 les services de la brigade territoriale de la Gendarmerie nationale de Souk el Ténine ont reçu un appel téléphonique du brigadier du centre d'opérations du groupement territorial de la Gendarmerie nationale de

Béjaïa, les informant de l'évacuation du dénommé Zoubir Aïssa, victime d'une agression physique à la plage Lota, commune de Souk el Ténine (W.Béjaïa), vers le CHU Khelil-Amrane de Béjaïa", ajoute le communiqué.

Les informations préliminaires recueillies auprès des accompagnateurs de la victime font état "d'une agression menée par un groupe d'individus contre le dénommé Zoubir Aïssa, après le refus de ce dernier de payer sa place de stationnement par des individus autoproclamés gardien d'un parking à la plage précitée", précise le document. "Face à l'obstination de la victime de payer sa place de stationnement, le groupe de malfaiteurs l'ont attaqué, en lui assenant plusieurs coups à l'arme blanche, avant de succomber

à ses blessures, quelques jours après à l'hôpital", selon la même source.

"Dès que nous avons reçu ces informations et faits, nous avons ordonné l'ouverture d'une enquête préliminaire sur cette affaire, en vue de déterminer l'identité des auteurs et les arrêter, a fait savoir le procureur révélant que "l'enquête a permis, jusqu'à l'heure, de procéder à l'arrestation de 05 personnes ayant été placées en garde à vue et se présenteront devant nous dimanche 12 août, après finalisation de la procédure légale". "Tous les moyens ont été mobilisés pour la collecte des preuves relatives aux faits et la loi sera appliquée avec rigueur, afin de lutter contre ce genre de crimes et assurer la sécurité des citoyens et de leurs biens", a-t-il affirmé.

K. L.

Collision entre une voiture et un semi remorque Quatre membres d'une même famille tués

Quatre personnes d'une même famille ont perdu la vie et une autre a été blessée dans une collision entre un véhicule touristique et un semi remorque survenu jeudi dans la commune

d'Aïn Abid, a-t-on appris auprès des services de la Protection civile. La même source a précisé que l'accident s'est produit sur un tronçon routier du chemin de wilaya (CW) 133 reliant la commune d'Aïn Abid à la ville de Tamlouka, relevant de la wilaya de Guelma, précisant que les personnes décédées, âgées entre 14 et 70 ans, étaient à bord du véhicule.

Les éléments de l'unité secondaire de la protection civile d'Aïn Abid qui sont intervenus dans l'opération de secours ont acheminé les dépouilles vers l'hôpital de la commune d'El Khroub. Une enquête a été ouverte par les services compétents pour déterminer avec exactitude les causes de cet accident, a-t-on conclu. Par ailleurs, dix-neuf personnes ont trouvé la mort et 333 autres ont été blessées lors de 260

accidents de la route survenus en une semaine au niveau des différentes zones urbaines, indique jeudi un bilan des services de la Sûreté nationale.

Le facteur humain demeure la principale cause de ces accidents (le non respect de la distance de sécurité, l'excès de vitesse et la fatigue au volant), outre d'autres facteurs liés à l'état des véhicules et à l'environnement, précise la même source. A cet effet, la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) appelle les usagers de la route à faire preuve de prudence et de vigilance lors de la conduite, à respecter le code de la route et à éviter l'excès de vitesse, sans oublier de soumettre les véhicules à un contrôle régulier pour préserver les vies humaines et la sécurité des usagers de la route. La DGSN rappelle également le numéro vert 15-48 et celui de secours (17) mis à la disposition des citoyens 24h/24h pour recevoir les signalements.

Reda A.

ACTU...

Ain Defla

Deux casemates pour terroristes détruites

Deux casemates pour groupes terroristes ont été découvertes et détruites jeudi à Ain Defla, par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP), indique vendredi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). "Dans le cadre de la lutte antiterroriste, un détachement de l'Armée nationale populaire a découvert et détruit, le 09 août 2018 à Ain Defla/1^{ère} Région militaire, deux (02) casemates pour groupes terroristes", précise la même source. Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, "un détachement combiné de l'ANP a récupéré, à In Amenas/4eRM, une somme d'argent s'élevant à (28.880.000) dinars algériens volée de la poste de Debdeb la semaine précédente", indique le MDN, soulignant que "l'enquête est toujours en cours afin de cerner tous les détails relatifs à cet acte criminel et de récupérer la totalité de la somme d'argent volée". A El Oued et Biskra/4eRM, des détachements de l'ANP ont intercepté "trois (03) contrebandidiers, trois (03) camions et (64) quintaux de tabac", tandis que d'autres détachements ont appréhendé, à Tamanrasset et Bordj Badji Mokhtar/6eRM, huit "(08) contrebandidiers et saisi quatre (04) véhicules tout-terrain, (3,779) tonnes de denrées alimentaires et divers outils d'orpillage".

T. L.

Effectuées par la police et la gendarmerie

Des descentes conjointes dans des foyers de la criminalité

Les forces de la police et de la gendarmerie nationale (GN) de la wilaya d'Alger ont effectué jeudi des descentes conjointes dans des lieux de la criminalité dans les communes de Bir Mourad Rais, Gué de Constantine et Ain Naadja, en vue de garantir la sécurité des citoyens. Une descente conjointe des éléments de la police et de la GN a été effectuée jeudi, a déclaré à la presse le commissaire principale, Belkacem Farrah, ajoutant que cette opération avait pour principal objectif la lutte contre la criminalité sous toutes ses formes et la sécurisation des citoyens et de leurs biens. La coopération entre les deux corps sera renforcée par des descentes similaires pour garantir la quiétude publique et la lutte contre la criminalité sous toutes ses formes. Pour sa part, le chef du groupement territorial de la gendarmerie nationale de Bir Mourad Rais, le commandant, Faycel Khaloufi a fait état d'une descente conjointe programmée entre les forces de la GN et de la police d'Alger, afin de garantir la sécurité des citoyens. "Cette descente vise à réunir toutes les conditions pour garantir une saison estivale réussie", a fait savoir, de son côté, le responsable de la cellule de communication et de relations publiques relevant du groupement territorial de la wilaya d'Alger, le lieutenant Ikram Guitoun. L'opération a été marquée par la mobilisation de brigades de sécurité et d'intervention et de brigades cynotechniques pour sécuriser les lieux à forte affluence.

T. K.

CONDOLEANCES

L'équipe du journal *Les Débats* et du *Jour d'Algérie* présente à sa collègue Ladj SAFIA ses plus sincères condoléances suite au décès de son frère KAMEL, et l'assure, en cette douloureuse épreuve, de sa profonde sympathie.

Que Dieu accorde au défunt Sa sainte miséricorde et L'accueille en Son vaste paradis.

A Dieu nous appartenons et à lui nous retournons.